



Commission
européenne

L'ÉTAT
DE
L'UNION
EN
2016

par Jean-Claude Juncker
Président de la Commission européenne
14 septembre 2016

#SOTEU
ec.europa.eu/soteu

Chaque année, en septembre, le président de la Commission européenne prononce devant le Parlement européen son discours sur l'état de l'Union, dans lequel il dresse le bilan de l'année écoulée et présente les priorités pour l'année à venir. Il y expose également la manière dont la Commission s'attaquera aux défis les plus pressants de l'Union européenne. Le discours est suivi d'un débat en plénière. C'est ainsi que débute le dialogue avec le Parlement et le Conseil en vue de préparer le programme de travail de la Commission pour l'année suivante.

Inscrit dans le traité de Lisbonne, le discours sur l'état de l'Union est prévu dans l'accord-cadre de 2010 sur les relations entre le Parlement européen et la Commission européenne. Cet accord prévoit également que le président envoie une lettre d'intention au président du Parlement européen et à la présidence du Conseil afin de présenter en détail les mesures législatives, et d'autres initiatives, que la Commission entend prendre avant la fin de l'année suivante (en l'occurrence, 2017).

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, prononce son deuxième discours sur l'état de l'Union le 14 septembre 2016.

Une version faisant foi de son discours sur l'état de l'Union 2016, la lettre d'intention et un rapport sur l'état d'avancement des 10 priorités de la Commission sont inclus dans la présente publication. La transcription verbatim complète du discours et des observations finales du président, les autres versions linguistiques et des documents supplémentaires peuvent être consultés à l'adresse suivante: <http://ec.europa.eu/soteu>.

Cette publication donne une image complète de l'état de l'Union en 2016, à travers le regard du président Juncker. Elle constitue la contribution de la Commission européenne à la réunion informelle des 27 chefs d'État ou de gouvernement, prévue à Bratislava le 16 septembre 2016.

TABLE DES MATIÈRES

Version faisant foi du discours sur l'état de l'Union 2016: Vers une Europe meilleure - Une Europe qui protège, donne les moyens d'agir et défend	5
Lettre d'intention adressée au président Martin Schulz et au premier ministre Robert Fico	23
État d'avancement des dix priorités de la Commission européenne	33
Visites des membres de la Commission aux parlements nationaux depuis le début du mandat (du 1 ^{er} novembre 2014 au 10 septembre 2016)	45
Dialogues avec les citoyens (DC) dans les États membres (du 1 ^{er} novembre 2014 au 9 septembre 2016)	49

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI
PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND

VERSION AUTORISÉE

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI
PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND

INTRODUCTION

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du Parlement européen,

Il y a un an, je me trouvais ici devant vous, et je vous disais que l'état de notre Union n'était pas bon. Je vous disais qu'il n'y avait pas assez d'Europe dans cette Union. Et pas assez d'Union dans cette Union.

Aujourd'hui, je ne viens pas me présenter devant vous pour vous dire que dorénavant tout va bien.

Non, ce n'est pas le cas.

Soyons tous très honnêtes dans notre diagnostic.

Notre Union européenne traverse, du moins en partie, une crise existentielle.

Pendant l'été, j'ai écouté attentivement des membres de ce Parlement, des représentants des gouvernements nationaux, de nombreux parlementaires nationaux et des citoyens européens, qui m'ont fait part de leur sentiment.

J'ai été le témoin de plusieurs décennies d'intégration européenne. Il y a eu bon nombre de moments forts. Il y a eu aussi beaucoup de moments difficiles, et des moments de crise.

Mais, jamais encore, je n'avais vu un terrain d'entente aussi réduit entre nos États membres. Un nombre aussi réduit de domaines dans lesquels ils acceptent de travailler ensemble.

Jamais encore, je n'avais entendu autant de dirigeants ne parler que de leurs problèmes nationaux, et ne citer l'Europe qu'en passant, pour autant qu'ils la citent.

Jamais encore, je n'avais vu des représentants des institutions de l'Union fixer des priorités aussi différentes, parfois en opposition directe avec les gouvernements et les parlements nationaux. C'est comme s'il n'y avait quasiment plus de point de rencontre entre l'Union et ses capitales nationales.

Jamais encore, je n'avais vu des gouvernements nationaux aussi affaiblis par les forces populistes et paralysés par le risque de perdre les prochaines élections.

Jamais encore, je n'avais vu une telle fragmentation, et aussi peu de convergence dans notre Union.

Nous avons maintenant un choix très important à faire.

Cédons-nous à un sentiment bien naturel de frustration? Nous permettons-nous de sombrer dans une dépression collective? Voulons-nous laisser notre Union se décomposer sous nos yeux?

Ou bien pensons-nous qu'il est temps de nous reprendre, de remonter nos manches et de doubler, voire tripler, nos efforts? N'est-ce pas maintenant que l'Europe a besoin de dirigeants plus déterminés que jamais, plutôt que de politiciens qui abandonnent le navire?

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI
PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND

Nos premières réflexions sur l'état de l'Union doivent être posées avec réalisme et avec une grande honnêteté.

Premièrement, nous devons admettre qu'il y a beaucoup de problèmes non résolus en Europe. Cela ne peut faire aucun doute.

A commencer par le chômage élevé et les profondes inégalités sociales, l'amoncellement des dettes publiques et l'énorme défi de l'intégration des réfugiés jusqu'aux menaces bien réelles pour notre sécurité intérieure et extérieure; chaque État membre de l'Union est en proie aux crises incessantes de notre temps.

Nous faisons même face à la triste perspective de voir un membre quitter nos rangs.

Deuxièmement, nous devons être conscients que le monde entier nous regarde.

Je rentre tout juste du sommet du G20 en Chine. L'Europe occupe 7 sièges à la table de cet important forum mondial. Malgré la taille de notre représentation, les questions étaient bien plus nombreuses que les réponses communes que nous avons à offrir.

L'Europe sera-t-elle encore capable de conclure des accords commerciaux et de proposer au monde des normes économiques, sociales et environnementales?

L'économie de l'Europe connaîtra-t-elle enfin une reprise, ou restera-t-elle engluée dans une croissance faible et une inflation basse pendant la prochaine décennie?

L'Europe restera-t-elle à la pointe du combat en faveur des droits humains et des valeurs fondamentales?

L'Europe parlera-t-elle d'une seule voix quand l'intégrité territoriale d'un pays sera menacée, en violation du droit international?

Ou l'Europe disparaîtra-t-elle de la scène internationale en laissant à d'autres le soin de façonner le monde?

Je sais que dans cette assemblée, vous n'aimeriez que trop donner des réponses claires à ces questions. Mais nos paroles doivent être suivies par une action commune. Sans cela, elles resteront ce qu'elles sont: rien que des mots. Et avec de simples mots, on ne peut pas peser sur les affaires internationales.

Troisièmement, nous devons admettre que nous ne pourrions pas résoudre tous nos problèmes avec un discours de plus. Ni avec un sommet de plus.

Nous ne sommes pas les Etats-Unis d'Amérique, où le président prononce son discours sur l'état de l'Union devant les deux chambres du Congrès, pendant que des millions de citoyens écoutent attentivement chacun de ses mots, en direct à la télévision.

En comparaison, ce moment de l'état de l'Union ici en Europe montre très clairement la nature incomplète de notre Union. Aujourd'hui, je m'adresse au Parlement européen. Et ensuite, vendredi, je rencontrerai les dirigeants nationaux à Bratislava.

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI
PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND

Mon discours ne se mesure pas uniquement à la une de vos applaudissements, ignorant ce que les dirigeants nationaux diront vendredi. Je ne peux pas non plus aller à Bratislava avec un message autre que celui que je vous apporte aujourd'hui. Je dois tenir compte des deux niveaux de démocratie de notre Union, qui sont d'importance égale.

Nous ne sommes pas les États-Unis d'Europe. Notre Union européenne est beaucoup plus complexe. Ignorer cette complexité serait une erreur, et nous conduirait à adopter les mauvaises solutions.

L'Europe ne peut fonctionner que si les discours défendant notre projet commun sont tenus, non seulement devant cette honorable assemblée, mais aussi devant les parlements de tous nos États membres.

L'Europe ne peut fonctionner que si nous travaillons tous en faveur de ce qui nous unit et nous rapproche, en laissant de côté les conflits de compétences et les rivalités entre institutions. Alors seulement, l'Europe sera plus que la somme de ses parties. Alors seulement, l'Europe pourra être plus forte et meilleure qu'elle ne l'est aujourd'hui. Alors seulement, les dirigeants des institutions de l'Union et les gouvernements nationaux pourront redonner confiance aux citoyens européens dans notre projet commun.

Car les Européens sont fatigués des disputes, des querelles et des chamailleries sans fin.

Les Européens veulent des solutions concrètes aux problèmes très pertinents auxquels notre Union fait face. Et ils attendent mieux que des promesses, des résolutions et des conclusions de sommets. Ils en ont trop vu et trop entendu.

Les Européens veulent des décisions communes qui soient appliquées rapidement et efficacement.

Oui, il nous faut une vision à long terme. Et la Commission dessinera cette vision pour l'avenir dans un Livre blanc qu'elle publiera en mars 2017, à l'occasion du 60^{ème} anniversaire des traités de Rome. Nous y examinerons les moyens de renforcer et de réformer notre Union économique et monétaire. Et nous tiendrons également compte des défis politiques et démocratiques que notre Union à 27 devra relever dans le futur. Et, bien entendu, le Parlement européen sera étroitement associé au processus, de même que les parlements nationaux.

Mais le simple fait d'avoir une vision ne suffira pas. Ce dont nos citoyens ont bien plus besoin, c'est que quelqu'un gouverne. Que quelqu'un réponde aux défis de notre temps.

L'Europe est comme une corde composée de multiples fils – elle ne fonctionne que lorsque nous tirons tous dans la même direction: institutions de l'UE, gouvernements nationaux et parlements nationaux, ensemble. Et nous devons montrer à nouveau que c'est possible, dans un certain nombre de domaines où le besoin de solutions communes est le plus pressant.

Je propose donc un programme positif d'actions européennes concrètes, à réaliser dans les douze prochains mois.

Parce que je crois que ces douze prochains mois seront décisifs, si nous voulons ressouder notre Union. Si nous voulons surmonter les tragiques divisions qui sont apparues entre l'Est et l'Ouest au cours des derniers mois. Si nous voulons montrer que nous pouvons agir rapidement et résolument quand cela

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI
PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND

compte vraiment. Si nous voulons montrer au monde que l'Europe est encore une force capable d'une action commune.

Nous devons nous mettre au travail.

J'ai envoyé ce matin au Président Schulz et au Premier ministre Fico une lettre contenant ce même message.

Les douze prochains mois seront cruciaux pour construire une Europe meilleure:

une Europe qui **protège**;

une Europe qui **préserve notre mode de vie européen**;

une Europe qui **donne le pouvoir** à nos citoyens;

une Europe qui **défend**, à l'intérieur comme à l'extérieur; et

une Europe qui **prend ses responsabilités**.

UNE EUROPE QUI PRÉSERVE NOTRE MODE DE VIE

Je suis convaincu que le mode de vie européen est une chose qui vaut la peine d'être préservée.

J'ai l'impression que beaucoup ont oublié ce que cela signifie d'être européen.

Ce que cela signifie de faire partie de cette **Union d'Européens** – ce que le fermier de Lituanie a en commun avec la mère célibataire de Zagreb, l'infirmière maltaise ou l'étudiant de Maastricht.

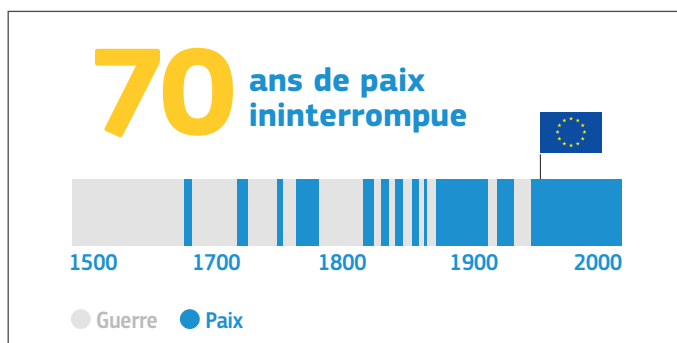
Il faut se rappeler pourquoi les nations d'Europe ont choisi de travailler ensemble.

Il faut se rappeler pourquoi la foule a fêté la solidarité dans les rues de Varsovie le 1^{er} mai 2004.

Il faut se rappeler pourquoi le drapeau européen a flotté fièrement sur la Puerta del Sol le 1^{er} janvier 1986.

Il faut se rappeler que l'Europe est un moteur qui peut contribuer à l'unification de Chypre – entreprise pour laquelle les deux dirigeants chypriotes ont tout mon soutien.

Surtout, l'Europe est synonyme de **paix**. Ce n'est pas une coïncidence si la plus longue période de paix de l'Histoire en Europe a commencé avec la formation des Communautés européennes.



70 ans de paix ininterrompue en Europe. Dans un monde où l'on dénombre 40 conflits armés actifs, qui chaque année coûtent la vie à 170 000 personnes.

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI
PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND

Bien sûr, nous ne sommes pas toujours d'accord. Oui, des sujets de controverse nous opposent souvent. Et parfois, nous nous affrontons. Mais nous nous affrontons avec des mots. Et nous réglons nos conflits autour d'une table, pas dans des tranchées.

Une partie intégrante de notre mode de vie européen est constituée de nos **valeurs**.

Les valeurs de liberté, de démocratie, l'état de droit. Les valeurs défendues des siècles durant sur les champs de bataille et sur des tribunes improvisées.

Nous, Européens, nous ne pourrions jamais accepter que des travailleurs polonais soient harcelés, roués de coups ou même assassinés dans les rues d'Harlow. La **libre circulation des travailleurs** fait tout autant partie de nos valeurs européennes communes que **la lutte contre la discrimination et le racisme**.

Nous, Européens, nous sommes **fermement opposés à la peine de mort**. Car nous croyons dans la valeur de la vie humaine et nous la respectons.

Nous, Européens, nous croyons aussi dans **l'indépendance et l'efficacité des systèmes judiciaires**. Des tribunaux indépendants sont un contrepoids au pouvoir des gouvernements, des entreprises et des personnes. Des systèmes judiciaires efficaces soutiennent la croissance économique et défendent les droits fondamentaux. C'est la raison pour laquelle l'Europe promeut et défend l'état de droit.

Être européen, c'est aussi être ouvert et faire du commerce **avec ses voisins**, au lieu de leur faire la guerre. C'est faire partie du plus grand bloc commercial au monde, avec des accords commerciaux conclus ou en cours de négociation avec plus de 140 partenaires dans le monde.



Le commerce est synonyme d'emplois – chaque milliard d'euros d'exportations représente 14 000 emplois supplémentaires créés dans l'UE. Et plus de 30 millions d'emplois, soit 1 emploi sur 7 dans l'UE, dépendent maintenant de nos exportations vers le reste du monde.

C'est pourquoi l'Europe s'efforce d'obtenir l'ouverture des marchés avec le Canada – l'un de nos plus proches partenaires, qui partage aussi

nos intérêts, nos valeurs, notre respect de l'état de droit et notre conception de la diversité culturelle. L'accord commercial entre l'UE et le Canada est le meilleur accord, et le plus progressiste, jamais négocié par l'UE. Et je travaillerai avec vous, et avec tous les États membres, pour que cet accord soit ratifié le plus rapidement possible.

Être européen, c'est avoir le droit de voir ses **données à caractère personnel protégées** par une législation forte, une législation européenne. Car les Européens n'aiment pas que des drones planent au-dessus de leur tête pour enregistrer leur moindre geste, ni que des entreprises consignent chacun de leurs clics de souris. C'est pourquoi le Parlement, le Conseil et la Commission se sont entendus en mai dernier sur un règlement européen commun sur la protection des données. Cette législation européenne

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI
PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND

stricte s'applique aux entreprises, où qu'elles se trouvent, à chaque fois qu'elles traitent nos données. Car en Europe, la vie privée n'est pas un vain mot. C'est une question de dignité humaine.

Être européen, c'est aussi être soumis à **des règles équitables**.

Cela signifie que les travailleurs doivent recevoir **le même salaire pour le même travail au même endroit**. C'est une question de justice sociale. Et c'est pourquoi la Commission soutient la proposition de directive sur le détachement des travailleurs. Le marché intérieur n'est pas un endroit où les travailleurs d'Europe de l'Est peuvent être exploités ou soumis à des normes sociales moins strictes. **L'Europe n'est pas le Far West, c'est une économie sociale de marché.**

Des règles équitables, cela veut aussi dire qu'en Europe, les **consommateurs sont protégés des ententes entre grandes entreprises et de leurs pratiques abusives**. Et que **chaque entreprise, quelle que soit sa taille, doit payer des impôts là où elle fait des bénéfices**. Cela s'applique aussi à des géants comme Apple, et ce, même si leur valeur boursière dépasse le PIB de 165 pays dans le monde. En Europe, nous n'acceptons pas que de puissantes sociétés obtiennent secrètement des accords illégaux sur leurs impôts.

Le niveau d'imposition d'un pays comme l'Irlande n'est pas en question ici. L'Irlande a le droit souverain de fixer comme elle l'entend son niveau d'imposition. Mais il n'est pas juste qu'une entreprise puisse se soustraire à un impôt dont le produit aurait pu bénéficier à des familles, à des entreprises, à des écoles et à des hôpitaux irlandais. **La Commission est garante de cette équité. C'est l'aspect social du droit de la concurrence. Et c'est ce que défend l'Europe.**

Être européen, cela correspond aussi, dans un environnement de plus en plus mondialisé, à une culture de **protection de nos travailleurs et de nos industries**. Citons le cas des milliers de personnes qui risquent de perdre leur emploi à Gosselies, en Belgique – c'est grâce à la législation européenne que l'entreprise en question va maintenant devoir s'engager dans un véritable dialogue social. Et les travailleurs comme les autorités locales peuvent compter sur la **solidarité européenne** et le soutien des fonds de l'Union européenne.

Être européen, cela signifie également défendre notre **industrie sidérurgique**. Nous avons déjà pris 37 mesures antidumping et antisubventions pour protéger notre sidérurgie de la concurrence déloyale. Mais nous devons faire plus, car la surproduction dans certaines parties du monde est en train d'évincer les producteurs européens. C'est pourquoi je me suis rendu deux fois en Chine cette année en vue de régler ce problème de surcapacité. C'est aussi la raison pour laquelle la Commission a proposé de modifier la règle du droit moindres. Les États-Unis imposent à l'acier chinois un droit à l'importation de 265 %, tandis qu'ici, en Europe, certains gouvernements ont insisté pendant des années pour que nous abaissions les droits sur cette marchandise. J'en appelle à tous les États membres et à ce Parlement pour qu'ils soutiennent la Commission dans le renforcement de nos instruments de défense commerciale. **Nous ne devons pas être des partisans naïfs du libre-échange, mais être capables de réagir au dumping avec la même fermeté que les États-Unis.**

Un élément essentiel de notre mode de vie européen, que je tiens à préserver, est notre **secteur agricole**. La Commission sera toujours présente aux côtés de nos agriculteurs, surtout lorsqu'ils traversent

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI
PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND

L'Europe sera
toujours aux côtés
de ses **agriculteurs**



Cette année, notre secteur
laitier a reçu de l'UE
une aide exceptionnelle
de **1 milliard d'EUR**

des moments difficiles comme c'est actuellement le cas. L'an dernier, le secteur laitier a été frappé par l'embargo imposé par la Russie. La Commission a donc mobilisé 1 milliard d'euros au profit des producteurs laitiers, afin de les aider à se redresser. Car je n'accepterai pas que le lait soit moins cher que l'eau.

Être européen, pour la plupart d'entre nous, c'est aussi d'avoir **l'euro**. Pendant la crise fi-

nancière mondiale, l'euro est resté fort et nous a protégés d'une instabilité plus grande encore. L'euro est l'une des principales monnaies internationales et apporte des avantages économiques énormes, quoique souvent invisibles. Les pays de la zone euro ont ainsi économisé 50 milliards d'euros cette année en paiements d'intérêts, grâce à la politique monétaire de la Banque centrale européenne. 50 milliards d'euros supplémentaires, que nos ministres des finances peuvent et sont censés investir dans l'économie.

Le président de la BCE, Mario Draghi, veille à la stabilité de notre monnaie. Et il contribue davantage à l'emploi et à la croissance que beaucoup de nos États membres.

Oui, nous, Européens, nous avons souffert d'une crise financière et de la dette historique.

Mais la vérité est que les déficits publics, qui en 2009 se chiffraient à 6,3 % en moyenne dans la zone euro, sont aujourd'hui inférieurs à 2 %.

Sur les trois dernières années, **près de 8 millions de personnes supplémentaires ont trouvé un emploi**. Un million d'entre elles rien qu'en Espagne, un pays qui continue de se relever de la crise à un rythme impressionnant.

Je souhaiterais que tout cela soit rappelé plus souvent – partout en Europe où des politiciens élus prennent la parole.

Parce que dans notre Union incomplète, il n'est pas d'autorité européenne qui puisse se substituer aux autorités nationales.

Les nations européennes doivent défendre les arguments en faveur de l'unité. Nul ne peut le faire à leur place.

Elles en sont capables.

Nous pouvons être unis en dépit de notre diversité.

Les grandes nations démocratiques d'Europe ne doivent pas ployer sous le vent du populisme.

Les pays de la zone euro ont
économisé **50 milliards
d'EUR** cette année



grâce à la **politique
monétaire** de la Banque
centrale européenne

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI
PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND

L'Europe ne doit pas se laisser impressionner par le terrorisme. Non.

Et les États membres doivent construire une Europe qui protège. Et nous, les institutions européennes, nous devons les aider à tenir cette promesse.

UNE EUROPE QUI DONNE LES MOYENS D'AGIR

L'Union européenne devrait non seulement préserver notre mode de vie européen mais aussi donner les moyens d'agir à ceux qui le vivent.

Nous devons travailler pour une Europe qui donne les moyens d'agir à ses citoyens et à son économie. Et aujourd'hui, citoyens et économie sont entrés dans l'ère du **numérique**.

Les technologies numériques et les communications numériques sont présentes dans les moindres aspects de notre vie.

Tout ce dont nous avons besoin, c'est d'un accès à l'Internet haut débit. Nous avons besoin d'être connectés. Notre économie en a besoin. Tout le monde en a besoin.

Et nous devons investir dans cette connectivité maintenant.

C'est pourquoi la Commission propose aujourd'hui de réformer les marchés des télécommunications européens. **Nous voulons créer un nouveau cadre juridique qui attire et qui permette les investissements dans la connectivité.**

Les entreprises devraient pouvoir planifier leurs investissements en Europe sur les 20 prochaines années. Parce que si nous investissons dans de nouveaux réseaux et services, ce sont au moins 1,3 million de nouveaux emplois qui seront créés au cours de la prochaine décennie.

La connectivité devrait profiter à chacun.

C'est pourquoi, aujourd'hui, la Commission propose de **déployer pleinement la 5G**, la cinquième génération de systèmes de communication mobile, dans toute l'Union européenne d'ici à 2025. Cela peut générer deux millions d'emplois supplémentaires dans l'UE.

Puisque la connectivité doit profiter à tous, alors peu importe le lieu de résidence ou le niveau de salaire.

Nous proposons dès lors aujourd'hui d'équiper chaque village et chaque ville d'Europe d'un **accès internet sans fil gratuit** autour des principaux centres de la vie publique d'ici à 2020.

**Le déploiement
intégral du réseau 5G
favorisera la création
de plus de 2 millions
d'emplois d'ici à 2025**



L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI
PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND

À l'heure du tout numérique, nous devons également **donner les moyens d'agir à nos artistes et à nos créateurs et protéger leurs œuvres**. Les artistes et les créateurs sont les bijoux de l'Europe. La création de contenu n'est pas un passe-temps. C'est un métier. Et elle fait partie de notre culture européenne.

Je veux que journalistes, éditeurs et auteurs soient rémunérés équitablement pour leur travail, peu importe que celui-ci soit réalisé dans un studio ou dans un salon, diffusé hors ligne ou en ligne, publié via un photocopieur ou relié à un hyperlien sur Internet.

C'est précisément ce que permet la **refonte des règles européennes du droit d'auteur** que nous proposons aujourd'hui.

Donner les moyens à notre économie, cela veut dire investir dans la connectivité, mais aussi dans la création d'emplois.

C'est pourquoi l'Europe doit investir résolument dans sa jeunesse, dans ses demandeurs d'emploi et dans ses start-up.



Le **plan d'investissement pour l'Europe** de 315 milliards d'euros, dont nous sommes convenus ensemble, ici même, il y a tout juste douze mois, a déjà mobilisé 116 milliards d'euros d'investissements, depuis la Lettonie jusqu'au Luxembourg, dans sa première année d'application.

Plus de 200 000 petites entreprises et start-up dans toute l'Europe ont obtenu un prêt. Et plus de 100 000 personnes ont bénéficié d'un nouvel emploi.

Et ce, grâce au nouveau Fonds européen pour les investissements stratégiques que j'ai proposé, que ma Commission a élaboré, et que vous ici, au Parlement européen, avez soutenu et adopté en un temps record.

Et nous irons maintenant encore plus loin. Aujourd'hui, nous proposons de **doubler la durée** du Fonds et de **doubler sa capacité financière**.

Avec votre soutien, nous veillerons à ce que notre Fonds européen d'investissement fournisse un financement **total d'au moins 500 milliards d'euros d'ici à 2020**. Et nous irons au-delà de cet objectif pour atteindre 630 milliards d'euros d'ici à 2022. Bien sûr, avec le concours des États membres, nous pourrions y arriver encore plus vite.

En plus des efforts déployés pour attirer l'investissement privé, nous devons également créer l'environnement propice à cet investissement.

Les banques européennes sont en bien meilleure forme qu'il y a deux ans, grâce à nos efforts conjoints européens. Et l'Europe a besoin de ses banques. Mais une économie presque totalement dépendante du crédit bancaire est mauvaise pour la stabilité financière. C'est également mauvais pour les entreprises,

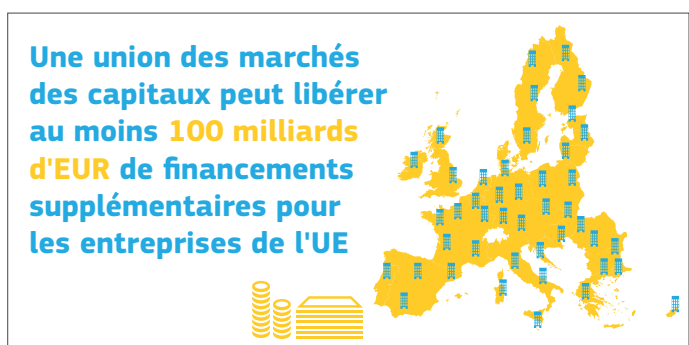
L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI
PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND

comme nous l'avons vu pendant la crise financière. C'est pourquoi il est maintenant urgent d'accélérer nos travaux concernant l'**Union des marchés des capitaux**. La Commission vous présente aujourd'hui une feuille de route concrète en ce sens.

Une Union des marchés des capitaux rendra notre système financier plus résilient. Elle donnera aux entreprises un accès plus facile à des sources de financement plus variées. Imaginez une start-up finlandaise qui ne peut obtenir de prêt bancaire. Aujourd'hui, les options sont très limitées. L'Union des marchés des capitaux offrira des sources de financement alternatives et d'importance vitale pour aider les start-up à démarrer – «business angels», capital-risque, financement par le marché.

Pour ne citer qu'un seul exemple – il y a presque un an, nous avons mis sur la table une proposition pour faciliter l'octroi de prêts bancaires. Cette proposition est susceptible de libérer jusqu'à 100 milliards d'euros de financements supplémentaires pour les entreprises de l'UE. Alors, s'il vous plaît, accélérons son adoption.



Notre plan d'investissement pour l'Europe a fonctionné mieux que quiconque ne l'avait prévu en Europe, et nous allons maintenant l'ouvrir au reste du monde. Comme beaucoup d'entre vous, et d'États membres, l'ont demandé.

Aujourd'hui, nous lançons un **plan d'investissement ambitieux pour l'Afrique et les pays du voisinage**, susceptible de mobiliser 44 milliards d'euros d'investissements. C'est un montant qui peut aller jusqu'à 88 milliards d'euros si les États membres y contribuent.

La logique est celle qui a fait ses preuves pour le plan d'investissement intérieur: nous utiliserons des fonds publics comme garantie pour attirer l'investissement public et privé et créer des emplois.

Ainsi, nous compléterons notre aide au développement et nous nous attaquerons à l'une des causes profondes de la migration. Avec une croissance économique au plus bas depuis 2003 dans les pays en développement, c'est absolument nécessaire. Le nouveau plan apportera une aide vitale à ceux qui, autrement, seraient contraints d'entreprendre un voyage périlleux dans l'espoir d'une vie meilleure.

Nous investissons pour améliorer les conditions à l'étranger, certes, mais nous devons aussi investir pour répondre aux crises humanitaires chez nous. Et plus que tout, nous devons **investir dans notre jeunesse**.

Je ne peux pas accepter, et je n'accepterai jamais, que l'Europe soit et reste le continent du chômage des jeunes.

Je ne peux pas accepter, et je n'accepterai jamais, que la génération du millénaire – la génération Y – devienne, pour la première fois en 70 ans, plus pauvre que celle de ses parents.

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI
PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND

Plus de **9 millions de jeunes**



un emploi, un stage ou un apprentissage grâce
à la **garantie pour la jeunesse de l'UE**

Bien sûr, cette responsabilité incombe essentiellement aux gouvernements nationaux. Mais l'Union européenne peut soutenir leurs efforts. C'est ce que nous faisons avec la **garantie pour la jeunesse de l'UE**, lancée il y a trois ans. Ma Commission a renforcé l'efficacité de la garantie pour la jeunesse et en a accéléré la mise en œuvre. Plus de **9 millions de jeunes** ont déjà bénéficié de ce programme. Ce sont 9 millions de jeunes

qui ont trouvé **un emploi, un stage ou un apprentissage grâce à l'Union européenne**. Et nous continuerons à déployer la garantie pour la jeunesse dans toute l'Europe; ainsi, nous améliorerons la palette de compétences des Européens et nous tendrons la main aux régions et aux jeunes qui en ont le plus besoin.

Nous faisons ceci aussi avec les programmes Erasmus dont 5 millions d'étudiants ont déjà bénéficié. Les jeunes se déplacent, voyagent, travaillent, étudient et se forment dans les pays de toute l'Union grâce à Erasmus. Et 1 étudiant Erasmus+ sur 3 s'est vu offrir un emploi dans l'entreprise dans laquelle il a effectué sa formation.



Mais nous pouvons faire plus. Il y a de nombreux jeunes qui souhaitent s'engager en Europe; ils sont prêts à apporter une contribution significative à la société et à faire preuve de solidarité. Nous pouvons leur en donner les moyens.

L'Union européenne peut aussi aider à créer plus d'opportunités pour les jeunes.

L'Europe compte de nombreux jeunes qui souhaitent s'engager, contribuer utilement à la société et montrer leur solidarité.

La solidarité est le ciment de notre Union.

Le mot «solidarité» apparaît 16 fois dans les traités que tous nos États membres ont approuvés et ratifiés.

Notre budget européen est une preuve concrète de solidarité financière.

Il existe une solidarité impressionnante quand il s'agit par exemple d'appliquer conjointement des sanctions européennes lorsque la Russie viole le droit international.

L'euro est l'expression de la solidarité.

Notre politique de développement est un signe fort de solidarité envers le reste du monde.

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI
PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND

Et, dans la gestion de la crise des réfugiés, nous commençons à percevoir une certaine solidarité. J'ai la conviction qu'une solidarité beaucoup plus grande est nécessaire. Mais je sais aussi que la solidarité est un acte volontaire. Elle doit venir du cœur. Elle ne peut pas être imposée.

Souvent, nous nous montrons plus volontiers solidaires dans les situations d'urgence.

Quand des collines brûlaient au Portugal, ce sont des avions italiens qui ont éteint les flammes.

Quand des inondations ont privé d'électricité une partie de la Roumanie, la lumière a été rétablie à l'aide de générateurs suédois.

Quand des milliers de réfugiés ont débarqué sur les plages grecques, ce sont des tentes slovaques qui leur ont servi d'abri.

C'est dans ce même esprit que la Commission propose aujourd'hui de créer un **corps européen de solidarité**. Les jeunes de toute l'Union pourront proposer leur aide là où elle sera le plus utile, pour répondre aux situations de crise, comme la crise des réfugiés ou les récents tremblements de terre en Italie.

Je veux que ce corps européen de solidarité soit opérationnel avant la fin de l'année. Et je veux voir les 100 000 premiers jeunes volontaires à l'œuvre d'ici 2020.

En rejoignant volontairement le corps européen de solidarité, ces jeunes pourront développer leurs compétences, avoir un travail et aussi vivre une expérience humaine de grande valeur.

UNE EUROPE QUI DÉFEND

Une Europe qui protège est une Europe qui défend, tant sur son territoire qu'à l'extérieur de celui-ci.

Nous devons **nous défendre contre le terrorisme**.

Depuis l'attentat de Madrid en 2004, l'Europe a connu plus de 30 attaques terroristes, dont 14 au cours de l'année écoulée. Plus de 600 innocents ont perdu la vie dans des villes comme Paris, Bruxelles, Nice ou Ansbach.

Tout comme nous sommes restés solidaires dans le deuil, nous devons rester unis dans notre réponse.

Ces actes barbares nous ont à nouveau montré ce pour quoi nous nous battons: pour notre mode de vie européen. Face à ce que l'Homme peut faire de pire, nous devons rester fidèles à nos valeurs, à nous-mêmes. Et ce que nous sommes, ce sont des sociétés démocratiques, plurielles, ouvertes et tolérantes.

Mais cette **tolérance ne peut se faire au détriment de notre sécurité**.

C'est pourquoi ma Commission a donné la priorité à la sécurité dès le premier jour: nous avons érigé en infraction pénale le terrorisme et le retour de combattants étrangers dans toute l'UE, nous avons pris des mesures rigoureuses contre l'utilisation des armes à feu et le financement du terrorisme, nous

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI
PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND

avons travaillé avec les entreprises de l'internet pour retirer du web les contenus de propagande terroriste et nous avons lutté contre la radicalisation dans les écoles et les prisons en Europe.

Mais il y a encore du travail.

Nous devons savoir qui franchit nos frontières.

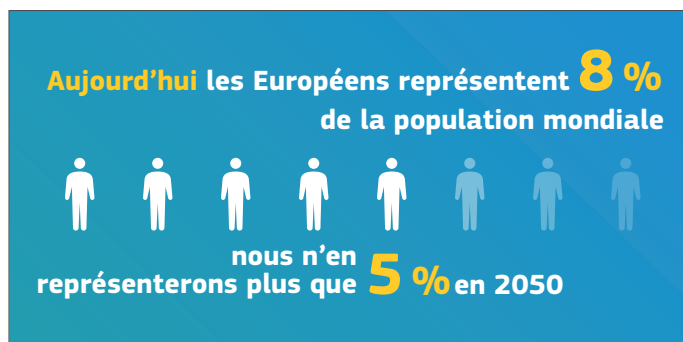
C'est pourquoi nous défendrons nos frontières avec l'aide de la nouvelle **agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes**, qui est en voie d'être formalisée par le Parlement et le Conseil, tout juste neuf mois après que la Commission ait proposé sa création. Frontex dispose déjà de plus de 600 agents postés en Grèce aux frontières avec la Turquie et de plus de 100 agents en Bulgarie. À présent, les institutions de l'UE et les États membres devraient collaborer très étroitement pour contribuer rapidement à la mise en place de la nouvelle agence. **Je veux voir le déploiement, dès le mois d'octobre, d'au moins 200 gardes-frontières et 50 véhicules supplémentaires aux frontières extérieures de la Bulgarie.**

Nous défendrons aussi nos frontières par un contrôle strict de tous ceux qui les franchiront, selon des modalités qui seront adoptées d'ici à la fin de l'année. Chaque fois qu'une personne **entrera dans l'UE ou quittera son territoire**, il y aura un enregistrement de la date, du lieu et du motif.

D'ici au mois de novembre, nous proposerons un **système européen d'informations de voyage**, à savoir un système automatisé visant à déterminer qui sera autorisé à voyager à destination de l'Europe. De cette manière, nous saurons qui voyage vers l'Europe avant même que cette personne n'arrive.

Et nous avons tous besoin de ces informations. Combien de fois ces derniers mois n'avons-nous pas entendu que les informations existaient dans une base de données dans un pays, mais qu'elles n'étaient jamais parvenues aux autorités d'un autre pays alors qu'elles auraient pu modifier le cours des choses?

La sécurité des frontières implique également de donner la priorité à l'échange d'informations et de renseignements. À cette fin, **nous renforcerons Europol**, notre agence européenne d'appui aux services répressifs nationaux, en lui donnant un meilleur accès aux bases de données et en lui octroyant des ressources supplémentaires. Une unité de lutte contre le terrorisme qui dispose actuellement d'un effectif de 60 personnes ne peut pas fournir l'appui nécessaire 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.



Une Europe qui protège doit aussi défendre nos intérêts au-delà de nos frontières.

Les faits sont très clairs: le monde devient plus grand. Et nous devenons plus petits.

Aujourd'hui, nous, Européens, nous représentons 8% de la population mondiale — en 2050, nous n'en représenterons plus que 5%. D'ici là, vous ne verrez plus un seul pays membre de l'UE parmi les premières économies mondiales. Mais qu'en sera-t-il de l'UE dans son ensemble? Nous figurerons encore en haut du palmarès.

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI
PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND

Nos ennemis voudraient que nous nous séparions.

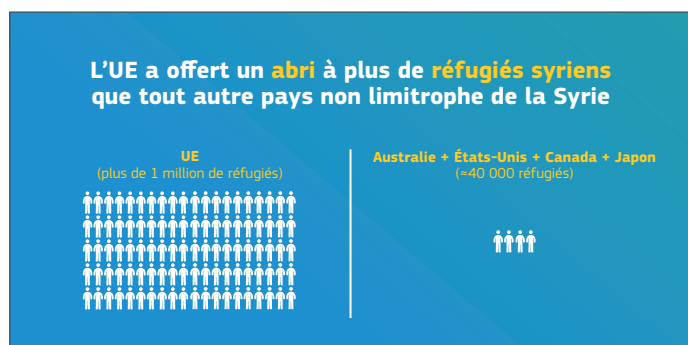
Nos adversaires tireraient profit de notre division.

Ce n'est qu'ensemble que nous sommes, et que nous resterons, une force incontournable.

Pourtant, même si l'Europe est fière d'être une puissance douce qui revêt une importance mondiale, nous ne devons pas être naïfs. **La puissance douce ne suffit pas dans un voisinage de plus en plus dangereux.**

Prenez l'exemple du conflit impitoyable qui sévit en Syrie. Ses conséquences pour l'Europe sont immédiates. Ce sont des attaques perpétrées dans nos villes par des terroristes formés dans les camps de Daech. Mais où est l'Union, où sont ses États membres, dans les négociations en vue d'un règlement du conflit?

Federica Mogherini, notre haute représentante et ma vice-présidente, fait un travail fantastique. Mais elle doit devenir notre ministre européenne des affaires étrangères, celle qui rassemblera tous les corps diplomatiques, tant des petits que des grands pays, pour pouvoir peser dans les négociations internationales. C'est pourquoi j'appelle aujourd'hui à développer une **stratégie européenne pour la Syrie**. Federica devrait disposer d'un siège à la table des discussions sur l'avenir de la Syrie. Pour que l'Europe puisse contribuer à la reconstruction d'une nation syrienne pacifique et d'une société civile pluraliste et tolérante en Syrie.



L'Europe doit s'affirmer davantage. Cela est particulièrement vrai pour notre **politique de défense**.

L'Europe ne peut plus se permettre de dépendre de la puissance militaire d'autres pays ou de laisser la France défendre seule son honneur au Mali.

Nous devons prendre en charge la protection de nos intérêts et de notre mode de vie européen.

Au cours des dix dernières années, nous avons participé à plus de 30 missions civiles et militaires de l'UE au départ de l'Afrique vers l'Afghanistan. Mais sans structure permanente, nous ne pouvons pas agir de manière efficace. Les opérations urgentes sont retardées. Nous avons des sièges distincts pour des missions parallèles, même lorsqu'elles se déroulent dans le même pays ou dans la même ville. Il est temps que nous ayons un **siège unique** pour ces opérations.

Nous devrions également nous orienter vers des ressources militaires communes qui, dans certains cas, appartiendraient à l'Union. Et, bien entendu, en pleine complémentarité avec l'OTAN.

Sur le plan économique, cela se justifie clairement. Le manque de coopération en matière de défense coûte à l'Europe 25 milliards d'euros par an. Ce sont 25 milliards d'euros que nous pourrions utiliser pour accomplir tellement plus de choses chaque année.

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI
PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND

Nous pouvons y parvenir. Nous sommes en train de constituer une flotte multinationale d'avions citernes. Reproduisons cet exemple.

Pour garantir la solidité de la défense européenne, l'industrie européenne de la défense doit faire preuve d'innovation. C'est pourquoi nous proposerons, avant la fin de l'année, la création d'un **Fonds européen de la défense**, pour stimuler activement la recherche et l'innovation.

Le traité de Lisbonne permet aux États membres qui le souhaitent de mettre en commun leurs capacités de défense sous la forme d'une **coopération structurée permanente**. Je pense que l'heure est venue de faire usage de cette possibilité. Et j'espère que notre réunion à 27 à Bratislava dans quelques jours, constituera le premier pas politique dans cette direction.

Car c'est seulement si nous travaillons tous ensemble que l'Europe pourra se défendre sur son territoire comme à l'extérieur.

UNE EUROPE QUI PREND SES RESPONSABILITÉS

Le dernier point que je veux aborder avec vous concerne la responsabilité. Il nous faut prendre la responsabilité de construire cette Europe qui protège.

J'appelle toutes les institutions de l'UE et chacun de nos États membres à assumer cette responsabilité.

Nous devons en finir avec cette vieille rengaine selon laquelle le succès est national, et l'échec européen. Sans quoi notre projet commun ne survivra pas.

Nous devons nous rappeler ce à quoi aspire notre Union. J'appelle donc chacun des 27 dirigeants en route vers Bratislava à réfléchir à **trois raisons pour lesquelles nous avons besoin de l'Union européenne**. Trois choses à défendre pour lesquelles ils sont prêts à prendre leurs responsabilités. Et qu'ils sont prêts à réaliser rapidement.

Tarder à tenir les promesses faites est un phénomène qui risque de plus en plus de saper la crédibilité de l'Union. Prenez l'accord de Paris. Nous, Européens, nous sommes les leaders mondiaux de l'action en faveur du climat. C'est l'Europe qui a conduit les négociations pour le premier accord climatique juridiquement contraignant jamais conclu au niveau mondial. C'est l'Europe qui a formé la coalition de l'ambition rendant possible l'accord de Paris. Pourtant l'Europe peine aujourd'hui à montrer la voie et **à faire partie** des premiers à ratifier notre accord. Seules la France, l'Autriche et la Hongrie l'ont ratifié à ce stade.

J'appelle donc tous les États membres, ainsi que ce Parlement, à jouer leur rôle dans les prochaines semaines, pas dans les prochains mois. Nous devrions être plus rapides. Ratifions maintenant l'accord de Paris. C'est possible. C'est une question de volonté politique. Et d'influence de l'Europe dans le monde.

Les institutions européennes doivent, elles aussi, prendre leurs responsabilités.

J'ai demandé à chacun de mes commissaires d'être prêt à débattre, dans les quinze jours qui viennent, de l'état de notre Union au sein des Parlements nationaux des pays que chacun d'entre eux connaît le

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND



mieux. Depuis le début de mon mandat, mes commissaires se sont rendus plus de 350 fois dans les Parlements nationaux. Et je veux qu'ils le fassent encore davantage maintenant. Car l'Europe ne peut se construire qu'avec les États membres, jamais contre eux.

Nous devons aussi prendre nos responsabilités en reconnaissant qu'il ne nous appartient pas de prendre certaines décisions. Ce n'est

pas juste, lorsque les pays de l'UE ne peuvent se mettre d'accord sur l'interdiction ou non d'utiliser du **glyphosate dans les herbicides**, que le Parlement ou le Conseil force la Commission à prendre une décision.

Nous allons donc changer ces règles – car ce n'est pas cela la démocratie.

La Commission doit prendre la responsabilité d'être politique, et pas technocrate.

Une Commission politique, c'est une Commission à l'écoute du Parlement européen, à l'écoute de tous les États membres, et à l'écoute des citoyens.

Et c'est notre écoute qui a motivé ma Commission à retirer 100 propositions au cours des deux premières années de notre mandat, à diminuer de 80 % le nombre d'initiatives présentées par rapport aux 5 années précédentes, et à lancer un réexamen en profondeur de l'ensemble de la législation en vigueur. Parce que ce n'est qu'en ciblant les domaines dans lesquels l'Europe peut apporter une véritable valeur ajoutée, et obtenir des résultats, que nous serons capables de faire de l'Europe un endroit meilleur et plus digne de confiance.



Être politique signifie aussi corriger les erreurs technocratiques dès qu'elles se produisent. La Commission, le Parlement et le Conseil ont décidé conjointement de supprimer les **frais d'itinérance pour les téléphones mobiles**. C'est

une promesse que nous tiendrons. Pas seulement pour les personnes qui partent en voyage d'affaires de deux jours. Pas seulement pour les vacanciers qui vont passer deux semaines au soleil. Mais aussi pour nos travailleurs transfrontaliers. Et pour les millions d'étudiants Erasmus qui séjournent un ou deux semestres à l'étranger pour leurs études. C'est ainsi que j'ai retiré un projet rédigé cet été. Ce projet partait d'une bonne intention. Il était correct sur le plan technique. Mais il ne correspondait pas aux promesses qui avaient été faites. Et dès la semaine prochaine vous verrez un nouveau projet, bien meilleur. Lorsque vous voyagez dans l'Union européenne avec votre téléphone mobile, cela devrait être comme si vous restiez chez vous.

Être politique, c'est également ce qui nous permet de mettre le pacte de stabilité et de croissance en œuvre avec bon sens. Le pacte a été créé sur la base de la théorie. Beaucoup ont commencé à l'appliquer comme

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VERS UNE EUROPE MEILLEURE - UNE EUROPE QUI
PROTÈGE, DONNE LES MOYENS D'AGIR ET DÉFEND

une doctrine. Et aujourd'hui certains en ont fait un dogme. En théorie, la dette d'un pays est punissable si elle dépasse les 60 pour cent d'une seule décimale. Mais dans la réalité, il faut examiner les raisons de cette dette. Nous devrions essayer de soutenir les efforts de réforme en cours, au lieu de les punir. Pour cela nous avons besoin de politiciens responsables. Et nous continuerons à appliquer le pacte non pas de manière dogmatique, mais avec bon sens et avec la flexibilité que nous avons eu la sagesse d'intégrer dans les règles.

Enfin, prendre nos responsabilités signifie aussi répondre de nos actes devant les électeurs. C'est pourquoi nous allons proposer de changer la règle absurde obligeant les commissaires à renoncer à leurs fonctions s'ils veulent se présenter aux élections européennes. La Chancelière allemande, le premier ministre tchèque, danois ou estonien ne quittent pas leur poste lorsqu'ils se représentent aux élections suivantes. Les commissaires ne devraient pas le faire non plus. Si nous voulons une Commission qui réponde aux attentes du monde réel, nous devrions encourager les commissaires à prendre *rendez-vous* comme il se doit avec la démocratie. Et non pas l'empêcher.

CONCLUSION

Mesdames et Messieurs les membres du Parlement européen,

Je suis aussi jeune que le projet européen qui fêtera ses 60 ans l'an prochain, en mars 2017.

Je l'ai vécu, je m'y suis consacré, toute ma vie.

Mon père croyait en l'Europe car il croyait dans la stabilité, dans les droits des travailleurs et le progrès social.

Parce qu'il avait compris à quel point la paix en Europe était précieuse – et fragile.

Je crois en l'Europe parce que mon père m'a inculqué ces mêmes valeurs.

Mais que transmettons-nous à nos enfants en ce moment? Qu'allons-nous leur laisser en héritage? Une Union qui s'effiloche dans la désunion? Une Union qui a oublié son passé et n'a aucune vision pour l'avenir?

Nos enfants méritent mieux.

Ils méritent une Europe qui préserve leur mode de vie.

Ils méritent une Europe qui leur donne les moyens d'agir et qui les défend.

Ils méritent une Europe qui protège.

Il est temps que nous – les institutions, les gouvernements, les citoyens – prenions tous la responsabilité de construire cette Europe. Ensemble.

Jean-Claude Juncker

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

LETTRE D'INTENTION ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
MARTIN SCHULZ ET AU PREMIER MINISTRE ROBERT FICO

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

LETTRE D'INTENTION ADRESSÉE AU PRÉSIDENT MARTIN SCHULZ ET AU PREMIER MINISTRE ROBERT FICO

Monsieur le Président,

Monsieur le Premier ministre,

Nous nous trouvons à un moment charnière pour les citoyens d'Europe, pour nos États membres et pour l'ensemble de l'Union européenne.

Depuis le début de son mandat, l'actuelle Commission européenne a souligné que nous vivons une époque tout à fait singulière. Nous faisons face à de nombreux défis: parvenir à une reprise économique qui soit bénéfique pour tous, notamment pour les catégories sociales les moins favorisées; réduire le chômage, en particulier chez les jeunes; renforcer l'équité et la dimension sociale de notre marché unique; gérer les flux migratoires et nos frontières communes; accroître la sécurité pour lutter contre les menaces terroristes; faire face à l'instabilité dans notre voisinage oriental et méridional; renforcer les capacités de défense commune de l'Europe; améliorer la capacité de l'Europe d'agir comme un acteur unique et puissant sur la scène internationale; et résister à toutes les formes d'extrémisme qui sont incompatibles avec nos valeurs européennes fondamentales.

Bien que le résultat du référendum au Royaume-Uni nous affecte tous, il ne doit pas monopoliser notre agenda politique pendant les prochaines années. Nous avons devant nous un programme de réformes positives pour renforcer notre Union, apporter une réponse vigoureuse aux défis actuels et créer une Europe meilleure qui protège ses citoyens et leur donne la capacité d'agir là où c'est nécessaire. Nous devons avancer et agir efficacement avec un sentiment d'urgence, de détermination et, surtout, d'unité.

En mars 2017, lors du 60^{ème} anniversaire de la signature des traités de Rome, nous commémorerons les pères fondateurs de l'Union européenne et leur engagement conjoint en faveur de la méthode communautaire. Plus important encore, nous continuerons à aller de l'avant et nous nous efforcerons de répondre aux attentes des générations actuelles et de leurs enfants, qui sont l'avenir de notre Union.

Les dix priorités des orientations politiques de la Commission européenne – présentées le 15 juillet 2014 à la suite de discussions avec le Parlement européen et inspirées par le «programme stratégique pour l'Union à l'ère du changement» du Conseil européen – continuent de définir les objectifs de notre action commune. En 2014, nous avons élaboré ensemble un nouveau programme pour l'emploi et la croissance. Nous voulions être actifs et ambitieux pour les grands enjeux, et rester modestes et discrets dans les domaines qui peuvent être mieux gérés par les États membres. Et nous avons souligné le fait que nous devons innover dans notre manière de faire. Cette approche, qui prête une écoute attentive aux citoyens de toute l'Europe, est plus nécessaire que jamais pour relever efficacement les défis communs auxquels nous sommes confrontés.

Lorsque nous nous concentrons sur les grands enjeux, nous pouvons produire des résultats concrets dans des domaines cruciaux. Un peu plus d'un an après le lancement de notre Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI), élément central du plan d'investissement pour l'Europe, ce Fonds est déjà opérationnel dans 26 États membres et a permis d'effectuer quelque 116 milliards d'euros d'investissements. Nous avons soutenu le financement de projets innovants et plus de 200 000 petites et moyennes entreprises (PME) ont à présent accès à de nouveaux financements grâce au à l'EFSI.

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

LETTRE D'INTENTION ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
MARTIN SCHULZ ET AU PREMIER MINISTRE ROBERT FICO

Nous avons accompli des progrès substantiels pour reprendre le contrôle des flux irréguliers de migrants et mettre un terme à la tragédie des décès quotidiens en Méditerranée et en mer Égée. Dans le même temps, l'Europe a fait preuve de solidarité avec un million de réfugiés syriens à qui elle a offert un abri. Et nous avons assuré la relocalisation et la réinstallation de plus de 13 000 réfugiés au cours de l'année écoulée. Évidemment, ce n'est pas suffisant et cela ne peut être qu'un début. Nous devons à présent poursuivre et intensifier ces efforts, car la solidarité va de pair avec la responsabilité.

Si nous voulons préserver Schengen et la liberté de circuler au sein de notre Union, nos frontières extérieures doivent être bien protégées. Notre accord sur le règlement relatif au corps européen de gardes-frontières et de gardes-côtes, en voie d'être formalisé, témoigne de notre capacité conjointe à prendre des décisions rapides. Notre priorité à tous devrait maintenant être sa mise en œuvre rapide et efficace, pour que le corps européen de gardes-frontières et de gardes-côtes devienne pleinement opérationnel et qu'il puisse déployer ses premières missions sur les frontières entre la Bulgarie et la Turquie et entre la Grèce et la Turquie dans les prochaines semaines. De plus, les propositions de la Commission du 6 avril sur un nouveau système d'entrée/sortie devraient être adoptées par le Parlement européen et le Conseil et mises en œuvre rapidement d'ici à la fin de l'année 2016. Il s'agit d'une contribution essentielle à notre sécurité commune.

Nous devons nous engager collectivement à prendre et à mettre en œuvre des décisions en temps opportun dans d'autres domaines également. À la suite des récentes attaques terroristes sur le sol européen, la Commission a proposé plusieurs mesures et initiatives clés, telles qu'une directive relative à la lutte contre le terrorisme et des mesures pour lutter contre son financement, ainsi qu'un durcissement des contrôles sur les armes à feu, afin de progresser sur la voie d'une union de la sécurité opérationnelle et effective. Ces propositions doivent désormais être adoptées, avec le même degré d'ambition.

Cette année, les trois institutions ont convenu formellement, dans un nouvel accord interinstitutionnel, que les principes d'une meilleure réglementation définiront le cadre de l'élaboration conjointe de nos politiques. La Commission considère cet accord comme un engagement commun et un devoir pour les trois institutions de se concentrer sur les enjeux majeurs et urgents, tout en s'efforçant d'établir des règles simples, factuelles, prévisibles et proportionnées qui soient adaptées à leurs objectifs et qui bénéficient au maximum aux citoyens et aux entreprises.

À cette fin, la Commission présente aujourd'hui un rapport qui fait le point sur la mise en œuvre de son programme pour une meilleure réglementation depuis le début de son mandat. Ce rapport indique la façon dont nous appliquons concrètement ces principes dans tous les aspects de notre travail. Pour notre programme de travail 2017, conformément au programme pour une réglementation affûtée et performante (REFIT), nous serons en mesure d'indiquer dans quels domaines il est possible d'améliorer et de simplifier la législation de l'UE sur la base de données concrètes et méticuleusement analysées.

Enfin, conformément à notre nouvel accord interinstitutionnel, et pour la première fois, les présidents des trois institutions se mettront d'accord sur une déclaration conjointe, qui devrait être signée d'ici à la fin de l'année. Cette déclaration présentera les objectifs généraux et les priorités pour 2017 sur la base du programme de travail de la Commission et indiquera les éléments qui présentent une importance

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

LETTRE D'INTENTION ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
MARTIN SCHULZ ET AU PREMIER MINISTRE ROBERT FICO

stratégique majeure et qui devraient être traités en priorité dans le processus législatif. Nous estimons qu'il s'agit d'un processus extrêmement important, permettant à notre Union d'agir et de produire des résultats là où ils sont le plus nécessaires. À l'heure où notre continent est confronté à des défis sans précédent, l'unité et la détermination interinstitutionnelles sont plus essentielles que jamais. C'est dans cet esprit, et pour répondre au sentiment d'urgence exprimé dans le discours du président sur l'état de l'Union, que la Commission présente aujourd'hui plusieurs initiatives clés dans les domaines de la sécurité, de l'investissement, du marché numérique unique et de l'union des marchés des capitaux. Ces initiatives renforcent et accélèrent la réalisation de nos priorités conjointes pour relever les défis les plus importants et les plus urgents. Nous considérons que ces matières revêtent une importance stratégique majeure, et qu'elles devront être traitées en priorité dans les semaines et les mois à venir.

Cette lettre d'intention marque le point de départ de notre dialogue interinstitutionnel sur les priorités de l'année à venir. Il s'agit aussi d'une contribution aux discussions qui auront lieu lors de la réunion informelle des chefs d'État ou de gouvernement des 27 États membres à Bratislava.

En complément du discours sur l'état de l'Union, nous présentons ci-dessous une liste indicative des principales initiatives que la Commission entend prendre d'ici à la fin de l'année 2017, ainsi que les domaines les plus importants pour lesquels une intervention prioritaire du Parlement européen et du Conseil est nécessaire afin de transformer les propositions en résultats. Nous avons besoin de l'adhésion des trois institutions et des États membres pour que notre Union tienne ses promesses.

Priorité n° 1: Un nouvel élan pour l'emploi, la croissance et l'investissement

- ***** Plan d'investissement pour l'Europe: élargir et renforcer le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI 2.0), et le compléter au moyen d'un plan d'investissement extérieur qui contribuera à remédier aux causes profondes de la migration en attirant des investissements neufs dans les pays du voisinage européen, et notamment en Afrique** (des propositions concrètes de la Commission à cet égard sont présentées ce jour).
- ***** Un budget axé sur les résultats, répondant aux défis rencontrés par les citoyens: réexamen du cadre financier pluriannuel** (des propositions concrètes de la Commission à cet égard sont présentées ce jour) **et, en temps opportun, une proposition exhaustive pour le futur cadre au-delà de 2020, y compris en ce qui concerne les ressources propres.**
- *Semestre européen 2017 pour la coordination des politiques économiques: générer des investissements, favoriser des finances publiques saines et des réformes structurelles, tout en continuant à tirer parti de la souplesse adéquate telle que prévue dans le pacte de stabilité et de croissance et définie par la Commission depuis janvier 2015.*
- ***** Initiative pour la jeunesse: intensifier la lutte contre le chômage des jeunes, moderniser l'éducation, tant à l'école que dans l'enseignement supérieur, poursuivre le déploiement de la garantie pour la jeunesse de l'UE et développer des solutions européennes, telles que le**

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

LETTRE D'INTENTION ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
MARTIN SCHULZ ET AU PREMIER MINISTRE ROBERT FICO

service volontaire européen, la mobilité des apprentis et le lancement d'un corps européen de solidarité.

- *Adoption rapide par les colégislateurs du paquet 2015 sur l'économie circulaire, y compris la législation sur la gestion des déchets, et le suivi du Plan d'action en faveur de l'économie circulaire.*
- *Modernisation et simplification de la politique agricole commune afin d'optimiser sa contribution aux priorités politiques de la Commission et aux objectifs de développement durable.*

Priorité n° 2: Un marché unique numérique connecté

- ***** Adoption rapide par les colégislateurs de toutes les propositions visant à compléter le marché unique numérique: portabilité transfrontière des services de contenu en ligne dans le marché intérieur, propositions relatives aux contrats numériques, proposition visant à prévenir les blocages géographiques injustifiés, cadre audiovisuel modernisé, réforme des règles en matière de télécommunications et de droit d'auteur, ainsi que création d'un système de bons d'achat WIFI4EU pour les autorités locales** (des propositions concrètes de la Commission à cet égard sont présentées ce jour).
- *Paquet «Taxe sur la valeur ajoutée pour le marché intérieur numérique» (TVA sur le commerce, les publications et les livres numériques) afin de réduire le fardeau administratif que les divergences entre les régimes de TVA font peser sur les entreprises, en modernisant les règles actuelles de TVA applicables au commerce numérique.*
- *Paquet «économie des données» du marché unique numérique (révision de la directive relative à la vie privée et aux communications électroniques, communication sur le libre flux des données) visant à aligner l'acquis sur les règles récemment adoptées en matière de protection des données, à établir un cadre clair au niveau de l'Union permettant de réduire les incertitudes juridiques créées par les nouvelles technologies des données et de lever les barrières injustifiées à la circulation des données en Europe.*

Priorité n° 3: Une Union résiliente sur le plan de l'énergie, dotée d'une politique visionnaire en matière de changement climatique

- ***** Ratification rapide par l'UE et les États membres de l'accord de Paris sur le changement climatique.**
- ***** Adoption rapide par les colégislateurs des propositions sur l'Union de l'énergie et le changement climatique, notamment le paquet sur la sécurité de l'approvisionnement en gaz, le système d'échange de quotas d'émission de l'UE et les règles relatives au partage des efforts, à l'utilisation des terres et à la foresterie.**

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

LETTRE D'INTENTION ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
MARTIN SCHULZ ET AU PREMIER MINISTRE ROBERT FICO

- Mise en œuvre de la stratégie pour l'Union de l'énergie: gérer la modernisation de l'économie pour promouvoir l'emploi et la croissance en Europe, en plaçant l'efficacité énergétique au premier plan, avec l'ambition de devenir le numéro un mondial des énergies renouvelables.
- Mise en œuvre de la stratégie pour une mobilité à faible taux d'émissions: accroître l'efficacité des transports en répondant aux besoins de mobilité des personnes et des marchandises, en passant aux véhicules à émissions nulles tout en assurant la compétitivité de l'Europe.
- Adoption rapide par les colégislateurs de l'ensemble de la législation en suspens dans le domaine de l'aviation, y compris la proposition qui renforce l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA) et la proposition de cadre pour le traitement des drones civils, ainsi que le suivi de la stratégie de l'aviation.

Priorité n° 4: Un marché intérieur plus approfondi et plus équitable, doté d'une base industrielle renforcée

- ***** Mise en œuvre et accélération du plan d'action pour une Union des marchés des capitaux afin de faciliter les investissements, d'élargir et de diversifier les sources de financement pour les entreprises de l'UE et d'améliorer la stabilité financière au moyen d'un partage des risques avec le secteur privé; proposition sur l'insolvabilité des entreprises qui facilite la restructuration et donne une nouvelle chance aux entreprises** (une communication de la Commission assortie d'une liste d'actions et d'une feuille de route est présentée ce jour). Adoption rapide par les colégislateurs de toutes les mesures en suspens.
- ***** Relance de l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) comprenant une nouvelle approche assortie d'une proposition législative sur une assiette fiscale commune obligatoire en tant que première étape - la consolidation étant l'étape finale -, afin d'améliorer l'environnement des affaires pour les entreprises transfrontières et d'assurer une fiscalité juste et efficace des grandes entreprises dans toute l'Europe.**
- Mise en œuvre et accélération de la stratégie du marché unique afin de lever les obstacles aux investissements et de permettre au marché unique de fonctionner efficacement pour le bénéfice des consommateurs et des entreprises. Adoption rapide par les colégislateurs de l'ensemble des mesures en suspens.
- Suivi du plan d'action sur la taxe sur la valeur ajoutée afin de jeter les bases d'un espace TVA unique solide permettant de déployer un régime de TVA définitif plus efficace et plus étanche à la fraude dans toute l'Europe avec pour objectif d'adapter le système de TVA à l'économie numérique et aux besoins des PME, y compris au moyen d'une approche plus moderne des règles de l'UE régissant les taux de TVA.
- Suivi de la Stratégie spatiale pour l'Europe: assurer des services de communication par satellite fiables, sûrs et rentables tant pour les entreprises de l'UE que pour les autorités et les infrastructures nationales.
- Suivi du contrôle REFIT, modernisation de la législation existante sur la sécurité et l'hygiène au travail afin de mieux assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, grâce à une meilleure mise en

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

LETTRE D'INTENTION ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
MARTIN SCHULZ ET AU PREMIER MINISTRE ROBERT FICO

œuvre et à une actualisation du cadre législatif, et grâce à une protection accrue contre les risques liés aux agents cancérigènes et mutagènes.

- *Adoption rapide par les colégislateurs de la directive sur la transparence fiscale des entreprises.*

Priorité n° 5: Une Union économique et monétaire plus approfondie et plus équitable

- ***** Adoption rapide par les colégislateurs de la proposition sur l'instauration d'un système européen de garantie des dépôts et poursuite des travaux sur la réduction des risques au sein de l'union bancaire et au-delà.**

- ***** Présentation d'un socle européen des droits sociaux et d'initiatives connexes, y compris sur l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle.**

- ***** Promotion, dans la prochaine recommandation sur la politique économique de la zone euro, d'une position budgétaire positive pour la zone euro, à l'appui de la politique monétaire de la banque centrale européenne.**

- *Compléter l'Union économique et monétaire européenne: livre blanc sur l'avenir de l'UEM visant à préparer la deuxième étape de l'approfondissement de l'UEM dans le contexte politique et démocratique d'une UE à 27 (mars 2017), y compris une révision du pacte de stabilité et de croissance axée sur la stabilité et donner suite à l'article 16 du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (intégration des dispositions substantielles de ce traité dans le cadre juridique de l'Union européenne/méthode communautaire).*

Priorité n° 6: Un accord de libre-échange raisonnable et équilibré avec les États-Unis

- *Poursuite des travaux en vue de la conclusion du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) avec les États-Unis.*

- ***** Ratification rapide de l'accord économique et commercial global avec le Canada (CETA), ancré dans les valeurs communes à l'UE et au Canada et doté d'un système réformé de règlement des litiges entre investisseurs conformément aux exigences de l'UE.**

- *Poursuite et achèvement des négociations bilatérales en cours (par exemple avec le Japon) et ouverture de négociations avec l'Australie, le Chili et la Nouvelle Zélande;*

- *Ratification rapide de l'accord de libre-échange (ALE) avec Singapour.*

- ***** Renforcement de nos instruments européens de défense commerciale, comme proposé en 2013 par la Commission, y compris la réforme de la règle du droit moindre.**

- *Traitement de la question de la surcapacité dans le commerce international de l'acier.*

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

LETTRE D'INTENTION ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
MARTIN SCHULZ ET AU PREMIER MINISTRE ROBERT FICO

- *Traitement équilibré de l'expiration de certaines dispositions du protocole d'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), notamment en conservant des instruments antidumping solides afin de protéger les emplois en Europe contre la concurrence déloyale.*

Priorité n° 7: Un espace de justice et de droits fondamentaux basé sur la confiance mutuelle

- ***** Mise en œuvre renforcée du programme en matière de sécurité, notamment en jetant les bases d'une union de la sécurité réelle et effective, et moyennant une meilleure utilisation opérationnelle de tous les instruments existants.**
- ***** Proposition visant à instaurer un système d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS) au niveau de l'Union** (une communication de la Commission à cet égard est présentée ce jour).
- ***** Renforcement d'Europol et amélioration de l'échange d'informations dans la lutte contre le terrorisme** (une communication de la Commission à cet égard est présentée ce jour).
- ***** Alignement des règles relatives à la protection des données lorsque le traitement est effectué par les institutions de l'UE sur les règles générales récemment adoptées sur la protection des données.**
- ***** Élaboration de nouvelles décisions sur le caractère adéquat de l'échange de données à caractère personnel avec les pays tiers.**
- *Adoption rapide de la proposition relative au Parquet européen.*
- *Mise en œuvre du plan d'action contre le financement du terrorisme.*
- ***** Adoption rapide par les colégislateurs des directives sur les armes à feu, le terrorisme et le système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS), ainsi que du règlement sur les entrées/sorties (frontières intelligentes)** (une communication de la Commission à cet égard est présentée ce jour).
- *Évaluation des possibilités d'une action plus poussée pour renforcer la protection des lanceurs d'alerte dans le droit de l'UE.*
- *Poursuite de l'adhésion de l'UE à la convention européenne des droits de l'Homme, en tenant compte des exigences formulées par la Cour de Justice de l'Union européenne.*

Priorité n° 8: Vers une nouvelle politique migratoire

- ***** Déploiement rapide des activités opérationnelles du corps européen de gardes-frontières et de gardes-côtes** (une communication de la Commission à cet égard est présentée ce jour).

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

LETTRE D'INTENTION ADRESSÉE AU PRÉSIDENT MARTIN SCHULZ ET AU PREMIER MINISTRE ROBERT FICO

- ***** Mise en œuvre de la déclaration UE-Turquie, accélération de la relocalisation des réfugiés depuis la Grèce et l'Italie, poursuite de la réinstallation depuis la Turquie vers l'UE, y compris la protection des mineurs non accompagnés.**
- ***** Adoption rapide par les colégislateurs des propositions de réforme du régime d'asile européen commun, y compris du mécanisme de Dublin.**
- ***** Mise en œuvre du nouveau cadre pour les partenariats de migration avec les pays tiers.**
- Adoption rapide par les colégislateurs et mise en œuvre efficace de toutes les actions et mesures proposées en réponse à la crise des réfugiés et à titre de suivi de l'agenda européen en matière de migration.
- Adoption rapide par les colégislateurs d'un nouveau cadre de réinstallation.

Priorité n° 9: Une Europe plus forte sur la scène internationale

- ***** Mise en œuvre opérationnelle de la stratégie globale de l'UE, y compris de ses éléments de sécurité et de défense. Un fonds européen pour la défense sera présenté dans le cadre du plan d'action européen de la défense.**
- ***** Une stratégie de l'UE pour la Syrie.**
- Partenariat renouvelé avec l'Afrique.
- Modernisation de la politique de l'UE en matière de développement: révision du consensus européen pour le développement afin de se conformer aux objectifs de développement durable et développement d'un cadre stratégique pour un nouvel accord de partenariat avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (accord issu de l'après-Cotonou).

Priorité n° 10: Une Union du changement démocratique

- ***** Évaluation de la légitimité démocratique des procédures en vigueur pour l'adoption des actes délégués et d'exécution, y compris l'alignement de tous les actes fondamentaux qui mentionnent encore la procédure de réglementation avec contrôle.**
- Amélioration de l'application du droit de l'UE, conformément aux priorités politiques de la Commission.
- ***** Modifications à apporter au code de conduite de la Commission et à l'accord-cadre avec le Parlement européen afin que les membres de la Commission puissent se présenter en cette qualité aux élections du Parlement européen.**
- Conclusion d'un accord interinstitutionnel sur un registre de transparence obligatoire.

Nous entendons fonder le programme de travail de la Commission en 2017 sur la présente lettre d'intention, qui fera l'objet de consultations intenses auprès du Parlement européen et de ses commissions compétentes dans les semaines à venir, ainsi qu'auprès du Conseil et du Comité des représentants permanents.

Les Européens méritent une Europe qui préserve leur mode de vie. Ils méritent une Europe qui leur donne des moyens d'action et qui les défende. Ils méritent une Europe qui protège.

Le temps est venu pour nous tous d'assumer la responsabilité de construire cette Europe. Ensemble.



Jean-Claude Juncker

Président de la Commission
européenne



***Frans
Timmermans***

Premier vice-président de la
Commission européenne

ÉTAT DE L'UNION 2016

ÉTAT D'AVANCEMENT DES DIX PRIORITÉS
DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

ÉTAT DE L'UNION 2016

ÉTAT D'AVANCEMENT DES DIX PRIORITÉS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE



1/ Un nouvel élan pour l'emploi, la croissance et l'investissement

«Ma première priorité, en tant que président de la Commission, sera de renforcer la compétitivité de l'Europe et de stimuler l'investissement pour créer des emplois.»

Jean-Claude Juncker, Orientations politiques, 15 juillet 2014

La reprise se poursuit dans l'Union européenne. Cette année, l'UE devrait enregistrer une croissance de **1,8 %**, la zone euro de **1,7 %**. Le chômage n'a jamais été aussi bas depuis sept ans, et **huit millions d'emplois en plus ont été créés depuis 2013**. Mais les conséquences de la pire crise économique et sociale de ces dernières décennies sont lourdes, et l'incertitude est aujourd'hui plus grande au niveau mondial. Depuis le début de notre mandat, nous suivons une stratégie claire: créer un «triangle vertueux», formé de **l'investissement**, des **réformes structurelles** et de la **responsabilité dans le domaine des finances publiques**, en vue d'assurer à la fois **prospérité et justice sociale**. Cette stratégie fonctionne, et nous tiendrons le cap.

Au cours de sa première année d'existence, le **plan d'investissement pour l'Europe** a permis de mobiliser **116 milliards d'euros** de nouveaux investissements, répartis entre 26 de nos États membres. Trois semaines après le début de son mandat, la Commission, en collaboration avec la BEI, a proposé de lancer le **Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFIS)** – aussi appelé le Fonds « Juncker ». Le Parlement et le Conseil ont pu trouver un accord en quatre mois et demi. Grâce à l'EFIS, de nouveaux projets contribuent à trouver des traitements contre la maladie d'Alzheimer, à transformer d'anciens sites industriels en bureaux neufs, à produire de l'énergie renouvelable dans de nouveaux parcs éoliens, à améliorer l'efficacité énergétique de nos habitations et à réduire nos factures. Le Fonds soutient également des investissements dans de nombreux autres domaines stratégiques de l'économie. Pas moins de **192 conventions de financement** ont été approuvées, donnant à **200 000 petites entreprises et start-ups** un meilleur accès aux financements. Nous estimons que le plan a déjà contribué à la création de plus de **100 000 emplois**.

membres et des régions, tels que les Fonds structurels et d'investissement européens, et avons publié des lignes directrices à ce sujet. Les premiers projets combinant plusieurs financements ont déjà été déployés.

Plus de 100 000 emplois créés à ce jour



Meilleur accès au financement pour 200 000 petites entreprises et start-ups

116 milliards d'euros de nouveaux investissements au cours de la première année, répartis entre 26 États membres



Afin d'aider les personnes à acquérir une palette de compétences adaptées à un monde du travail en perpétuelle évolution et d'aider les États membres à moderniser leurs systèmes d'éducation et de formation, nous avons lancé une **stratégie pour les compétences en Europe**. Cette stratégie prévoit notamment une **garantie de compétences** pour aider les adultes peu qualifiés à acquérir les connaissances de base en lecture et en écriture, en calcul et dans le domaine numérique, et à progresser vers un niveau de qualification de deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Nous menons en outre avec détermination une **stratégie en matière d'égalité hommes-femmes** afin d'accroître la participation des femmes au marché du travail et de parvenir à l'égalité de rémunération.

Pour lutter contre le **chômage des jeunes**, nous continuons à déployer la **garantie de l'UE pour la jeunesse**, qui vise à ce que tous les jeunes se voient proposer une offre d'emploi, de formation ou d'apprentissage dans les quatre mois qui suivent leur sortie du système scolaire ou la perte de leur emploi. À travers l'Europe, l'**initiative pour l'emploi des jeunes** contribue à la mise en œuvre de cette garantie. En 2015, la Commission a débloqué 1 milliard d'euros supplémentaires pour accélérer cette mise en œuvre. À ce jour, **plus de 9 millions de jeunes** ont bénéficié des dispositifs mis en place au titre de la garantie pour la jeunesse.

#InvestEU

Nous avons proposé de prolonger le Fonds européen pour les investissements stratégiques **au-delà de 2018**. Nous voulons qu'il soit plus facile de combiner un financement de l'EFIS avec les autres financements européens mis à la disposition des États

ÉTAT DE L'UNION 2016

ÉTAT D'AVANCEMENT DES DIX PRIORITÉS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE



2/ Un marché unique numérique connecté

«Nous devons tirer un meilleur parti des grandes possibilités offertes par des technologies numériques qui ne connaissent aucune limite. Pour cela, nous devons avoir le courage de briser les barrières nationales en matière de réglementation des télécommunications, de droit d'auteur et de protection des données, ainsi qu'en matière de gestion des ondes radio et d'application du droit de la concurrence.»

Jean-Claude Juncker, Orientations politiques, 15 juillet 2014

L'Internet et les technologies numériques ont une incidence sur notre mode de vie et sur la façon dont les entreprises et les industries créent de la croissance. La révolution numérique influence la manière dont nous vivons (au moyen, par exemple, des réseaux intelligents et des applications domestiques qui permettent de contrôler la consommation de chaleur), la manière dont nous acquérons de nouvelles connaissances et compétences (grâce, par exemple, aux tutoriels en ligne) et la manière dont nous nous divertissons (grâce, par exemple, à la télévision embarquée dans les voitures). La révolution numérique influence aussi la manière dont les industries et les entreprises de toutes tailles organisent leur production, essaient de toucher de nouveaux clients et distribuent et vendent leurs biens et services.

Compléter notre marché unique numérique pourrait libérer chaque année quelque **415 milliards d'euros de croissance nouvelle**. En mai 2015, nous avons adopté notre stratégie, que nous déployons depuis lors.

En 2016, nous avons accompli d'importants progrès: les **frais d'itinérance de la téléphonie mobile** ont été une nouvelle fois réduits et seront **intégralement supprimés en 2017** comme cela a été proposé par la Commission européenne et accordé par le Parlement européen et le Conseil en mai 2016. Une nouvelle **réglementation européenne en matière de protection des données** a été adoptée. Elle permettra à chacun de reprendre le contrôle de sa «vie sur Internet» et de s'assurer que ses données personnelles sont en sécurité.

Cette année, nous avons présenté des propositions pour stimuler le **commerce électronique** transnational. Nous modernisons les **règles contractuelles** afin que les consommateurs aient suffisamment confiance pour acheter en ligne et que les entreprises puissent développer plus facilement et à moindre coût leurs activités sur les marchés nationaux. Nous prenons des mesures pour empêcher le blocage géographique afin que les consommateurs puissent accéder aux services en ligne dans d'autres pays de l'UE. Nous favorisons la baisse des coûts de la livraison de colis en introduisant de la transparence dans la tarification. En matière de concurrence, nous avons aussi lancé une enquête sectorielle sur le commerce électronique en Europe. Elle se concentre sur les barrières au commerce en ligne et transfrontière de biens et de services potentiellement érigées par les entreprises. Nous avons proposé de moderniser le **droit d'auteur** pour que chacun puisse accéder à ses services numériques (télévision, cinéma, musique...) chaque fois qu'il voyage dans l'UE.

Nous avons travaillé avec les entreprises et les autorités nationales en vue de soutenir et de relier les différentes initiatives visant à **favoriser le passage des entreprises au numérique et à stimuler l'investissement**. D'une manière générale, nous visons à mobiliser plus

de **50 milliards d'euros** de nouveaux investissements publics et privés, dont **500 millions d'euros** en faveur d'un réseau européen de **plateformes d'innovation numérique**, sur lesquelles les entreprises pourront obtenir des conseils et tester les innovations numériques. Le nouveau **nuage informatique européen – véritable projet industriel** – offrira au 1,7 million de chercheurs européens et aux 70 millions de professionnels qui travaillent dans les secteurs scientifique et technologique un environnement virtuel leur permettant de stocker, de gérer, d'analyser et de réutiliser de grands volumes de données de recherche.

Un nuage
informatique
européen pour
1,7 million de
chercheurs
européens et 70 millions de
professionnels du secteur
scientifique et technologique



Nous encourageons les entreprises et les organismes de normalisation à travailler à l'élaboration de **normes** communes en matière de réseaux de communications 5G et de cybersécurité. Et en juillet 2016, nous avons lancé un nouveau partenariat public-privé dans le domaine de la **cybersécurité**, qui devrait générer **1,8 milliard d'euros** d'investissements. Cela renforce la compétitivité de notre secteur de la cybersécurité et soutient l'action que nous menons pour mieux armer l'Europe contre les cyberattaques.

Enfin, nous avons proposé de moderniser le cadre réglementaire européen relatif au contenu, la **directive «services de médias audiovisuels»**, pour que tous les acteurs du marché aient à respecter les mêmes normes et défendent les mêmes valeurs et principes: promouvoir la **diversité culturelle** en soutenant le cinéma européen, **protéger les enfants** contre les contenus préjudiciables et **lutter contre les discours haineux** dans les médias sociaux.

#DigitalSingleMarket

ÉTAT DE L'UNION 2016

ÉTAT D'AVANCEMENT DES DIX PRIORITÉS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE



3/ Une union de l'énergie résiliente, dotée d'une politique visionnaire en matière de changement climatique

«Nous devons mettre en commun nos ressources, combiner nos infrastructures et parler d'une seule voix lors des négociations avec des pays tiers. Nous devons diversifier nos sources d'énergie, et réduire la dépendance énergétique de plusieurs de nos États membres.»

Jean-Claude Juncker, Orientations politiques, 15 juillet 2014

Le défi consiste à **moderniser notre économie** en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, tout en **stimulant l'innovation** et la **compétitivité de l'UE**.

Une utilisation plus intelligente de l'énergie et une action ambitieuse en faveur du climat créent de l'emploi et génèrent de la croissance - le meilleur investissement dans l'avenir de l'Europe et dans la modernisation de notre économie. Au cours de l'année écoulée, nous avons poursuivi la construction d'un marché unique où l'énergie peut circuler librement, et où aucun État membre ne se trouve isolé. Le premier **rapport sur l'état de l'union de l'énergie** a ouvert la voie à de nouvelles mesures.

Les infrastructures jouent un rôle déterminant. Nous avons adopté 195 projets européens d'intérêt commun, qui bénéficient d'une planification accélérée et d'une réglementation simplifiée, et sont admissibles à un soutien financier.

Nous avons continué à promouvoir l'**interconnexion** entre les États membres. En octobre 2015, nous avons facilité la conclusion, entre l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne, d'un accord destiné à mettre fin à l'isolement de la région de la mer Baltique. Nous avons soutenu la construction de nouveaux gazoducs entre l'Estonie et la Finlande, ainsi que de connecteurs reliant les réseaux de gaz naturel de la Grèce, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Roumanie et de l'Autriche. Le gaz naturel provenant de la région caspienne et le gaz naturel liquéfié provenant d'autres sources pourront ainsi être acheminés vers l'Europe centrale.

En février 2016, nous avons présenté de nouvelles mesures sur la **sécurité énergétique**, qui permettront de réduire au minimum les ruptures d'approvisionnement. La solidarité entre les États membres contribuera à protéger les ménages et les services sociaux essentiels en temps de crise. Nous renforcerons également les outils propres à garantir la conformité des **accords gaziers intergouvernementaux** avec le droit de l'UE.

En avril 2016, l'UE a signé l'**accord de Paris sur le changement climatique**. En juin, la Commission a présenté au Parlement et au Conseil une proposition visant à ratifier cet accord. L'accord de Paris offre la **dernière chance** de transmettre aux prochaines générations un **monde plus stable**, une **planète plus saine**, des **sociétés plus justes** et des **économies plus prospères**. Cela nécessitera des changements dans le monde des affaires et des investissements, ainsi que des incitations dans tous les domaines d'action.

Ouvrir la voie à une économie à faible intensité de carbone en réduisant les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % d'ici à 2030 et en mettant en œuvre l'accord de Paris

En 2014, l'UE s'est engagée à **réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % d'ici à 2030**. En juillet 2016, nous avons proposé, pour les États membres, des objectifs qui s'appliquent aux secteurs des transports, des bâtiments, de l'agriculture, des déchets, de l'utilisation des terres et de la foresterie, et nous avons défini une stratégie pour une mobilité à faible taux d'émissions. Avec la proposition de la Commission visant à réformer le **système d'échange de quotas d'émission** de l'UE, ces mesures permettront d'accélérer la transition vers une économie à faible intensité de carbone, dans tous les secteurs d'activité.

#EnergyUnion

ÉTAT DE L'UNION 2016

ÉTAT D'AVANCEMENT DES DIX PRIORITÉS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE



4/ Un marché intérieur plus approfondi et plus équitable, doté d'une base industrielle renforcée

«Le marché intérieur de l'Europe est son meilleur atout en ces temps de mondialisation accrue. Je veillerai donc à ce que la nouvelle Commission s'appuie sur la force de notre marché unique et exploite pleinement son potentiel sous toutes ses formes.»

Jean-Claude Juncker, Orientations politiques, 15 juillet 2014

Notre marché intérieur est le plus grand du monde. Le PIB de l'UE, d'un montant de 14 000 milliards d'euros, est généré par 30 millions d'entreprises qui sont au service d'un demi-milliard de personnes. Notre puissance économique repose sur la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux entre les 28 États membres – l'une des principales réalisations de l'Union européenne. Mais nous pouvons faire plus encore. Dans son rapport sur le coût de la non-Europe, le Parlement européen estime qu'un **marché unique parfaitement fonctionnel pourrait apporter une contribution supplémentaire de plus de 1 000 milliards d'euros** à notre économie.

L'**union des marchés des capitaux** aide les entreprises à diversifier leurs sources de financement. Les fonds de capital-risque européens lèvent cinq fois moins de capitaux que leurs homologues américains; c'est pourquoi nos dernières propositions destinées à faciliter les **activités transfrontières de levée de fonds** en capital-risque arrivent à point nommé. Nos nouvelles propositions visant à relancer des **marchés de la titrisation** normalisés et transparents – qui pourraient constituer pour les entreprises européennes une source de financement supplémentaire de 100 milliards d'euros – ont été approuvées en un temps record par le Conseil, et nous attendons maintenant du Parlement qu'il mène à bonne fin les négociations. Nous avons proposé de simplifier les **exigences en matière de prospectus**, de simplifier l'**émission d'actions et d'obligations** par les entreprises et de renforcer les **marchés du capital-risque**.

l'Union. Cette mesure simplifiera la vie de toutes les entreprises, soutiendra l'économie numérique et permettra de lutter contre la fraude. Nous avons également élaboré des orientations concernant le développement équilibré de l'**économie collaborative**. Nous avons pris des mesures pour rétablir la confiance au sein de notre **secteur automobile** et lui donner un nouvel avenir après les scandales des émissions polluantes. Nous avons intensifié l'action visant à promouvoir le **secteur sidérurgique** face à la concurrence internationale.

Nous avons proposé une révision de la **directive relative au détachement des travailleurs** et nous prenons actuellement des mesures pour prévenir les risques d'abus. Le principe est clair: sur un même lieu de travail, à travail égal, salaire égal. Des règles claires, justes et applicables sont indispensables pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre.

Nous voulons que notre marché intérieur soit **plus équitable**. En ce qui concerne la **fiscalité**, toutes les entreprises doivent s'acquitter de leur juste part de l'impôt dans les pays où elles réalisent leurs bénéfices. Nous pilotons l'action au niveau mondial dans ce domaine.

En octobre 2015, les pays de l'OCDE ont approuvé des mesures visant à **limiter l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices**, et cette année, le sommet du G7 a marqué son accord avec ces mesures. Au mois de janvier 2016, nous avons présenté un **train de mesures contre l'évasion fiscale**, que le Conseil a approuvé en juin.

Nous avons également présenté des propositions visant à obliger les entreprises multinationales à publier des **rapports par pays** sur leurs bénéfices et impôts. Le public a le droit de savoir où les multinationales paient leurs impôts et en quelle quantité. Ces mesures s'ajoutent à l'accord historique sur l'**échange automatique entre les administrations fiscales d'informations concernant les décisions fiscales en matière transfrontière**, que les États membres ont conclu sept mois à peine après la présentation de la proposition de la Commission.

Le plus grand marché intérieur au monde

Le PIB de l'UE, de 14 000 milliards d'euros, est généré par 30 millions d'entreprises



#SingleMarket

Nous voulons aider les **petites entreprises** et les **start-ups**, et nous avons lancé une consultation publique sur les obstacles que celles-ci rencontrent. Nous avons présenté un **plan d'action sur la TVA** - première étape vers un espace TVA unique dans

ÉTAT DE L'UNION 2016

ÉTAT D'AVANCEMENT DES DIX PRIORITÉS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE



5/ Une Union économique et monétaire plus approfondie et plus équitable

«Au cours des cinq prochaines années, je souhaite poursuivre la réforme de notre Union économique et monétaire afin de préserver la stabilité de notre monnaie unique et d'améliorer la convergence des politiques économiques, budgétaires et de marché du travail entre les États membres partageant la monnaie unique.»

Jean-Claude Juncker, Orientations politiques, 15 juillet 2014

L'euro est la deuxième monnaie du monde. Il représente un quart des réserves de change mondiales. Afin d'en faire un moteur de stabilité et de croissance, nous avons fixé une feuille de route claire dans le **rapport des cinq présidents**, convenu par les dirigeants des institutions de l'UE et coordonné par le président Juncker.



L'approfondissement de l'intégration économique doit profiter à chacun et favoriser une plus grande convergence entre et dans les États membres. En mars 2016, la Commission a présenté une première ébauche de **pilier européen des droits sociaux** – comme annoncé par le président Juncker dans son discours sur l'état de l'Union – et lancé une vaste consultation publique. Ce pilier identifie un certain nombre de principes essentiels pour garantir le bon fonctionnement et l'équité des marchés du travail et des systèmes de protection sociale au sein de la zone euro. D'autres États membres pourraient également s'y joindre.

Nous avons renforcé la gouvernance économique en améliorant le **semestre européen pour la coordination des politiques économiques**. Les rapports par pays sont désormais présentés beaucoup plus tôt qu'auparavant, ce qui permet la tenue d'un débat de fond avec chaque État membre. Les recommandations par pays mettent l'accent sur un nombre plus restreint de priorités qui requièrent une attention immédiate. Les **priorités sociales**, et notamment les questions ayant trait au chômage, à l'éducation et à l'inclusion sociale, occupent maintenant une place plus importante dans notre analyse. Par ailleurs, nous proposons désormais, en même temps que l'examen annuel de

la croissance, une **recommandation concernant la politique économique de la zone euro** afin que tous les membres de la zone euro aient une compréhension commune des différents enjeux. En réformant le semestre européen, nous l'avons aussi rendu plus démocratique. Le président de la Commission, le vice-président pour l'euro et le dialogue social et les commissaires directement responsables du semestre européen se présentent régulièrement devant le Parlement européen pour discuter des priorités et rendre compte des progrès accomplis, tandis que tous les commissaires participent régulièrement aux débats organisés dans les parlements nationaux.

Depuis l'été 2015, la **Grèce** est en bonne voie pour redresser son économie et la réformer. L'année dernière, nous avons réussi à maintenir la Grèce dans la zone euro, et les choses resteront ainsi. La Commission a joué un rôle décisif dans la conclusion de l'accord l'été dernier, appelant à la solidarité et à la responsabilité entre tous les membres de la zone euro.

Nous avons adopté des propositions relatives à une **représentation unifiée de la zone euro** dans les instances internationales, afin de pouvoir parler d'une seule voix et tirer pleinement parti de la puissance économique et financière grandissante de l'euro.

Nous avons mis en place un **comité budgétaire européen** chargé de conseiller la Commission sur la politique budgétaire de l'ensemble de la zone euro, et le Conseil a approuvé la création de **conseils nationaux de la productivité**, qui complètent la panoplie d'instruments destinés à renforcer notre compétitivité.

Pour ce qui est de l'**Union bancaire**, le **mécanisme de résolution unique** est devenu pleinement opérationnel le 1^{er} janvier 2016. Nous avons proposé un **système européen d'assurance des dépôts**, qui servira de filet de sécurité supplémentaire aux épargnants partout en Europe, et nous invitons instamment le Parlement et le Conseil à faire progresser les négociations.

#deepeningEMU

ÉTAT DE L'UNION 2016

ÉTAT D'AVANCEMENT DES DIX PRIORITÉS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE



6/ Un accord de libre-échange raisonnable et équilibré avec les États-Unis

«Sous ma présidence, la Commission négociera un accord commercial raisonnable et équilibré avec les États-Unis d'Amérique, dans un esprit de transparence et de recherche d'avantages mutuels et réciproques. [...] je serai aussi très clair: je ne sacrifierai pas les normes européennes de sécurité, de santé, les normes sociales, les normes de protection des données ou notre diversité culturelle sur l'autel du libre-échange.»

Jean-Claude Juncker, Orientations politiques, 15 juillet 2014

L'Union européenne est l'une des **économies les plus ouvertes** du monde et elle reste **attachée au principe de commerce libre et responsable**. La stratégie de la Commission intitulée «Le commerce pour tous», publiée au mois d'octobre 2015, était axée sur les besoins des citoyens et visait au partage le plus large possible des bénéfices du commerce. Ces principes sont au cœur des **négociations sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP)** que nous menons avec les États-Unis.

La Commission bénéficie du **soutien sans réserve des dirigeants de l'UE** pour poursuivre ces négociations. Dans le cadre de ce mandat, les **négociations ont avancé à un rythme soutenu**. En juillet 2016, 14 cycles de négociations avaient été menés à terme, et la Commission a rempli son objectif de mettre la quasi-totalité de ses propositions sur la table. Néanmoins, comme le président Juncker l'a rappelé au sommet du G7 du mois de mai, **«le contenu est bien plus important que les délais, et l'Union européenne n'abaissera pas les normes auxquelles elle est accoutumée.»**

Les négociations sur le TTIP sont **plus ouvertes et plus transparentes que jamais**: de vastes consultations des parties concernées ont eu lieu et des centaines de pages de documents de négociation ont été publiés. Tous les membres du Parlement européen ont accès à ces documents, comme du reste les membres des parlements et gouvernements nationaux. Cecilia Malmström, commissaire au commerce, tient les États membres pleinement informés des discussions et organise des réunions avec un large éventail de parties prenantes, parmi lesquelles des associations de consommateurs, des groupes de défense de l'environnement ou encore des syndicats et des entreprises.

Nous avons entendu les préoccupations des citoyens. Nous avons proposé de remplacer le système existant de règlement des différends entre investisseurs et États par un **système juridictionnel des investissements revu et remanié**, qui consacre le droit des États de légiférer et se caractérise par sa transparence, son indépendance et son impartialité. C'est l'approche que nous avons suivie pour notre accord commercial avec le Viêt Nam. Le Canada a accepté d'appliquer cette nouvelle approche à l'accord commercial UE-Canada (CETA), ce qui en fait l'accord commercial le plus progressiste jamais conclu par l'Union. Nous **appliquons**

la même approche à l'égard du TTIP et de tous les futurs accords commerciaux.

Promouvoir nos intérêts stratégiques au niveau mondial tout en veillant à ne pas transiger sur les normes et les principes européens



Étant donné la communauté de valeurs qui unit l'UE et les États-Unis, ainsi que l'importance stratégique, politique et économique de la relation transatlantique, la Commission est disposée à conclure un **accord ambitieux, équilibré et de qualité sur le TTIP**. Compte tenu des prochaines élections américaines et du ralentissement inévitable du rythme des négociations, les deux parties s'efforceront de consolider les progrès déjà réalisés. La Commission est prête à entamer dès que possible le dialogue avec le nouveau gouvernement des États-Unis.

#TTIP

ÉTAT DE L'UNION 2016

ÉTAT D'AVANCEMENT DES DIX PRIORITÉS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE



7/ Un Espace de justice et de droits fondamentaux basé sur la confiance mutuelle

«J'entends user des prérogatives de la Commission pour faire respecter, dans notre champ de compétences, nos valeurs communes, l'État de droit et les droits fondamentaux, tout en tenant dûment compte de la diversité des contextes constitutionnels et culturels des 28 États membres.»

Jean-Claude Juncker, Orientations politiques, 15 juillet 2014

Notre **programme européen en matière de sécurité** répond à la plus grande **menace terroriste** à laquelle nous sommes confrontés depuis plus d'une décennie.

Nous travaillons avec les États membres à **traiter les causes profondes du terrorisme** et nous apportons notre appui aux initiatives communautaires qui visent à **combattre la radicalisation**. Nous investissons dans des projets d'intégration et renforçons le dialogue entre les différentes communautés à tous les niveaux.

Le nouveau **Centre européen de lutte contre le terrorisme** d'Europol soutient les efforts des États membres pour enrayer le flux des combattants terroristes étrangers, le trafic d'armes illicites et le financement du terrorisme.

Le nouveau Centre européen de la lutte contre le terrorisme d'Europol soutient les efforts nationaux visant à lutter contre le terrorisme et les formes graves de criminalité



Le **centre d'excellence du réseau européen de sensibilisation à la radicalisation** aide nos États membres à prévenir et combattre la radicalisation. Le **Forum de l'UE sur l'internet** réunit les ministres et les entreprises du secteur de l'internet, pour les aider à limiter la propagation des contenus terroristes en ligne et donner aux partenaires de la société civile les moyens de contrer le discours terroriste.

Le **système de dossiers passagers pour les compagnies aériennes** a été approuvé par le Parlement européen et le Conseil, et nos propositions pour mieux **contrôler les armes à feu** font l'objet de négociations. Un nouveau **système d'entrée/sortie**, qui fait partie du **train de mesures sur les «frontières intelligentes»**, contribuera à améliorer la qualité et l'efficacité des contrôles à notre frontière extérieure Schengen.

Afin de **prévenir l'utilisation du système financier à des fins de financement du terrorisme**, nous avons proposé de soumettre à un contrôle accru les plateformes d'échange de monnaies virtuelles et de limiter autant que possible les paiements anonymes par cartes prépayées.

Tous ces efforts ouvrent la voie à la création d'une **Union de la sécurité**. Cela nécessitera une collaboration étroite des États membres et de leurs services répressifs avec les agences de l'Union pour combler les lacunes opérationnelles et défauts d'information.

En matière de droits fondamentaux, les événements en **Pologne**, en particulier le différend qui porte sur le Tribunal constitutionnel, ont suscité des inquiétudes quant au respect de l'État de droit. Depuis janvier 2016, nous sommes engagés dans un dialogue intensif à ce sujet avec les autorités polonaises.

Une réforme complète des règles régissant la **protection des données** dans l'UE, proposée depuis 2012, a été adoptée par le Parlement et le Conseil. Le nouveau «bouclier de protection des données» UE-États-Unis protégera les droits fondamentaux des citoyens de l'Union dont les données à caractère personnel sont communiquées aux États-Unis et clarifiera sur le plan juridique les obligations qui incombent aux entreprises.

En mai 2016, la Commission a présenté, conjointement avec Facebook, Twitter, YouTube et Microsoft, un nouveau code de conduite pour lutter contre les **discours haineux en ligne** qui enfreignent la loi.

Les citoyens de l'Union européenne bénéficient aujourd'hui d'un **meilleur accès à la justice** depuis que le Parlement et le Conseil ont adopté des dispositions législatives relatives à la présomption d'innocence et à la protection des enfants dans le cadre des procédures pénales. Les négociations sur l'**aide juridictionnelle et le Parquet européen** se poursuivent, et de nouvelles propositions ont été adoptées concernant la **protection des enfants dans les conflits familiaux transnationaux**.

#SecurityEU

ÉTAT DE L'UNION 2016

ÉTAT D'AVANCEMENT DES DIX PRIORITÉS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE



8/ Vers une nouvelle politique migratoire

«Les événements tragiques survenus récemment en Méditerranée nous ont montré que l'Europe doit mieux gérer les migrations, dans tous leurs aspects. Il s'agit avant tout d'un impératif humanitaire. Je suis convaincu que nous devons travailler en étroite collaboration, dans un esprit de solidarité.»

Jean-Claude Juncker, Orientations politiques, 15 juillet 2014

La Commission s'est attaquée de manière efficace et exhaustive tant aux problèmes immédiats qu'aux défis à long terme que pose la gestion des flux migratoires. Nous avons alloué à cet effet plus de **15 milliards d'euros** sur notre budget en 2015 et en 2016. **Notre politique migratoire garantit la solidarité et un partage équitable des responsabilités.** Nos travaux ont été dirigés par le premier vice-président Frans Timmermans et le commissaire Dimitris Avramopoulos pour les migrations, poste créé par le Président Juncker en 2014.

et de gardes-côtes, qui a été établi en un temps record et dont les premières opérations démarreront à l'automne 2016. Nous renforçons actuellement le **code frontières Schengen** afin que chaque personne (ressortissants de l'UE ou de pays tiers) qui pénètre dans l'espace Schengen ou qui en sorte fasse l'objet d'un contrôle de sécurité.

Nous apportons notre soutien aux États membres qui ont été **les plus touchés**. Depuis le début de 2015, la Grèce s'est vu accorder une aide d'urgence de plus de **353 millions d'euros**, en plus des **509 millions d'euros** déjà alloués dans le cadre des programmes nationaux pour la période 2014-2020. Cela fait de ce pays le plus gros bénéficiaire des fonds migration de l'UE. L'Italie a reçu une aide d'urgence de plus de **23,5 millions d'euros** depuis 2014, en plus des **592,6 millions d'euros** pour la période 2014-2020. Nous avons également accordé un soutien financier aux autorités bulgares – une aide d'urgence d'environ 12 millions d'euros pour faire face à la crise migratoire et fournir un hébergement, de la nourriture et du matériel médical aux migrants et équiper les garde-frontières bulgares. Cela s'ajoute aux 91 millions d'euros déjà alloués à cet Etat dans le cadre des programmes nationaux pour la période 2014-2020.

Nous avons mis en place un nouvel instrument d'aide d'urgence, qui a alloué **700 millions d'euros** pour la période 2016-2018. Notre première priorité est la situation en Grèce: nous avons d'ores et déjà passé des contrats d'un montant total de 198 millions d'euros afin d'améliorer les conditions de vie des réfugiés.

Nous avons établi une coopération officielle avec les pays situés le long de la route des Balkans occidentaux. Notre mécanisme de protection civile, qui fournit un soutien matériel d'urgence, a déjà été activé par la Croatie, la Grèce, la Hongrie,

Nous avons sauvé des vies humaines. Plus de 400 000 personnes ont été secourues en mer en 2015-2016



Nous avons sauvé des vies. Les opérations conjointes Triton et Poséidon de Frontex et l'opération Sophia ont permis de sauver plus de 400 000 personnes en Méditerranée et dans la mer Egée en 2015-2016. Nous démantelons également des réseaux criminels de passeurs et travaillons en mer Egée avec les autorités turques et l'OTAN.

Nous venons en aide à la population syrienne déplacée à l'intérieur du pays, ainsi qu'aux réfugiés syriens et à leurs communautés d'accueil au Liban, en Jordanie et en Turquie. Lors de la conférence de Londres sur le soutien à la Syrie, l'UE et ses États membres ont promis plus de **3 milliards d'euros** pour 2016, en plus des **6,8 milliards d'euros** mobilisés depuis 2011 dans le cadre de la crise syrienne.

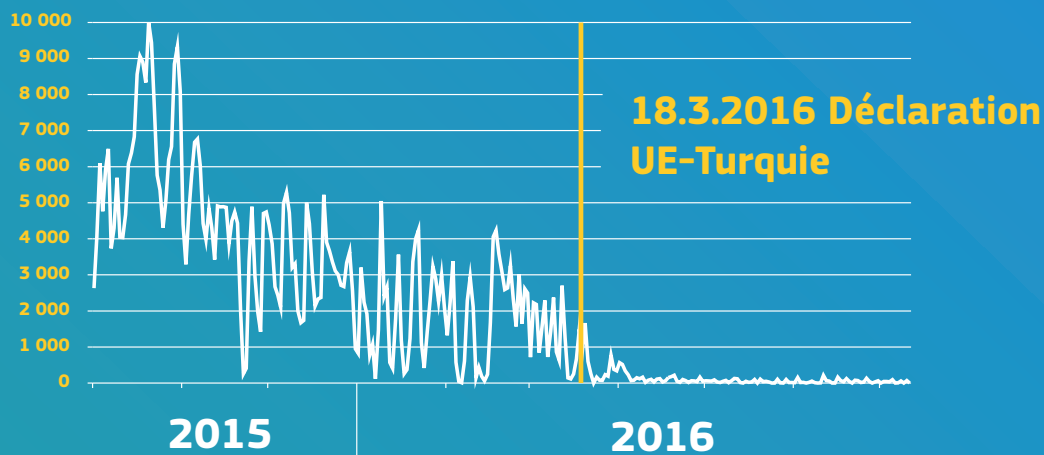
Nous aidons aussi les réfugiés syriens en Turquie à vivre dignement et à bâtir une nouvelle vie, au moyen de notre «facilité en faveur des réfugiés en Turquie»: **3 milliards d'euros** ont été mobilisés pour 2016-2017 sur le budget de l'UE et des États membres.

Afin de renforcer nos frontières extérieures, nous avons proposé la création d'un **corps européen de gardes-frontières**

Plus de 10 milliards d'euros ont été mobilisés en réponse à la crise des réfugiés en 2015-2016



Le nombre moyen de traversées quotidiennes est passé de 10 000 environ en octobre 2015 à 100 environ pendant l'été 2016



la Serbie et la Slovaquie. **Nous montrons notre solidarité en relocalisant et en réinstallant les demandeurs d'asile.** L'an dernier, les États membres ont approuvé nos propositions de relocaliser hors de la Grèce et de l'Italie 160 000 personnes ayant besoin d'une protection internationale et de procéder à la réinstallation de 22 000 personnes déplacées en provenance de pays tiers. À ce jour, plus de 13 000 personnes ont ainsi été relocalisées ou réinstallées depuis septembre 2015.

Nous travaillons à rendre notre politique en matière de retour plus efficace. La nouvelle liste de «pays d'origine sûrs» proposée, établie par l'Union, permettra de procéder à des retours plus rapides lorsqu'une personne n'a pas droit à l'asile, et nous mettons actuellement en place des mesures d'incitation pour certains pays (à commencer par le Pakistan, l'Algérie, le Bangladesh et le Maroc), afin d'assurer l'efficacité du dispositif de retour et de réadmission.

Nous collaborons avec la Turquie afin de coordonner notre réponse à des défis communs. En nous appuyant sur notre plan d'action commun d'octobre 2015, nous avons adopté le 18 mars 2016 une déclaration UE-Turquie visant à mettre un terme à la migration irrégulière de la Turquie vers l'Union et à remplacer une traversée dangereuse de la mer Égée par des voies sûres et légales d'entrée dans l'Union européenne pour les réfugiés syriens. Cette déclaration porte ses fruits. Alors que le nombre d'arrivées quotidiennes était ingérable, 10 000 en octobre 2015, il est d'une centaine depuis la mise en œuvre de la déclaration. Cette dernière requiert que, pour chaque Syrien réadmis par la Turquie au départ des îles grecques, un autre Syrien réfugié en Turquie est réinstallé dans l'UE. En août 2016, 1 061 réfugiés syriens en Turquie avaient ainsi été accueillis en Europe, tandis que 1 566 migrants en situation irrégulière dans plusieurs États membres avaient été renvoyés en Turquie. Chaque demande d'asile fait l'objet d'un traitement individuel. Toute personne peut introduire un recours. Le principe du non-refoulement, qui veut

qu'un réfugié ne soit pas renvoyé dans un pays où il risque d'être persécuté, est respecté.

Nous réformons le régime d'asile européen, par des propositions visant à harmoniser les **conditions d'asile dans l'ensemble de l'Union** et fixant tous les éléments nécessaires à la mise en œuvre d'une politique commune à la fois plus humaine, plus juste, plus cohérente et plus efficace. Cette politique sera généreuse envers les populations les plus vulnérables ayant véritablement besoin d'une protection internationale, et sans concession avec les abus potentiels tout en respectant toujours les droits fondamentaux.

Nous avons formulé des propositions visant à mieux gérer la migration légale et à mettre en place un cadre de l'UE en matière de réinstallation. Nous avons réformé le système de carte bleue européenne afin de le rendre plus attractif pour les ressortissants de pays tiers hautement qualifiés.

Nous luttons contre les causes profondes des migrations en coopérant avec nos partenaires régionaux. Nous avons établi un fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, au titre duquel **1,9 milliard d'euros** ont été puisés sur le budget de l'UE et le Fonds européen de développement afin de promouvoir le développement et la sécurité dans des régions stratégiques. Nous avons proposé de **nouveaux partenariats en matière de migration** avec des pays clés, en commençant par le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et l'Éthiopie, ainsi qu'un **plan d'investissement extérieur** s'inspirant de l'expérience réussie du plan d'investissement pour l'Europe. Nos priorités sont de sauver des vies, d'augmenter le nombre des retours, de permettre aux migrants et aux réfugiés de rester plus près de chez eux et, à long terme, de traiter les causes profondes des migrations irrégulières et des déplacements forcés.

#MigrationEU

ÉTAT DE L'UNION 2016

ÉTAT D'AVANCEMENT DES DIX PRIORITÉS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE



9/ Une Europe plus forte sur la scène internationale

«Nous avons besoin d'une Europe plus forte en matière de politique étrangère. La crise ukrainienne et la situation préoccupante au Proche-Orient montrent combien il est important que l'Europe soit unie sur la scène extérieure.»

Jean-Claude Juncker, Orientations politiques, 15 juillet 2014

L'Union européenne reste un **pilier central de l'ordre mondial**, assurant la sécurité et la stabilité dans la région et au-delà. Au travers d'instances comme l'ONU, l'OMC, le G7 et d'autres enceintes multilatérales, nous défendons les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Face à un monde fragilisé, nous avons lancé une nouvelle **stratégie globale** pour renforcer la crédibilité et la cohérence de notre politique étrangère et de sécurité, présentée par la vice-présidente/haute représentante de l'Union.

au processus d'adhésion de la Turquie à l'UE, et la libéralisation du régime des visas a été accélérée. Pour autant, nous n'abaisserons pas notre niveau d'exigence.

Nous avons présenté une nouvelle stratégie concernant nos relations avec la **Chine**, qui vise à améliorer l'accès au marché chinois et à promouvoir la coopération sur les problèmes de portée mondiale. Au sommet UE-Chine à Pékin, nous avons exhorté la Chine à respecter les principes d'un commerce libre et transparent. Nous avons également mis en place un groupe de travail bilatéral sur la surcapacité dans l'**industrie sidérurgique**.

Depuis 2000, l'UE a déployé plus de **120 missions électorales** auxquelles ont participé plus de **11 000 observateurs**



Nous avons conclu les négociations avec **Cuba** sur un accord de dialogue politique et de coopération, marquant une nouvelle étape dans nos relations bilatérales qui permettra d'instaurer une confiance mutuelle et d'encourager la coopération dans les enceintes multinationales.

Nous soutenons l'action menée par les Nations unies pour rétablir la paix en **Syrie** et pour stabiliser la situation en **Libye**, pays dans lequel nous sommes prêt à apporter une aide au gouvernement d'entente nationale d'un montant de 100 millions d'euros.

Nous avons signé la toute première **déclaration commune UE-OTAN** et redoublons d'efforts pour contrer les menaces hybrides et les cyberattaques, renforcer l'industrie de la défense et aider nos partenaires à éviter les crises et à y réagir.

L'UE et ses États membres sont le plus grand bailleur de fonds au monde

Aide publique au développement:



Nous apportons un soutien sans faille à l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'**Ukraine** et continuons d'œuvrer à la mise en œuvre intégrale des accords de Minsk. Nous continuons également d'appuyer les réformes du pays et avons proposé de **lever l'obligation de visa** pour les ressortissants ukrainiens se rendant dans l'espace Schengen. La mise en œuvre complète des accords de Minsk est un élément clé pour tout changement de nos relations avec la **Russie**, y compris la levée des sanctions. En attendant, nous poursuivons un dialogue avec la Russie et continuons à coopérer sur certains sujets où les intérêts de l'UE sont indéniables.

L'UE a joué un rôle moteur dans l'élaboration du **programme de développement durable à l'horizon 2030**. L'UE donne plus de la moitié de l'aide publique au développement au niveau mondial, et reste le **premier donateur d'aide dans le monde**. En 2015, l'UE et ses États membres ont fourni 68 milliards d'euros d'aide publique au développement, bien plus que les États-Unis, le Japon et autres donateurs, tandis que notre aide humanitaire a atteint un nouveau record de 1,5 milliard d'euros.

Dans les **Balkans occidentaux**, nous avons facilité le dialogue entre **Belgrade** et **Pristina**, permettant à ces deux pays de progresser sur la voie les rapprochant de l'UE. Le **Monténégro** et la **Serbie** ont ouvert de nouveaux chapitres dans les négociations d'adhésion. L'**accord de stabilisation et d'association** avec le **Kosovo** est entré en vigueur en avril 2016.

Dans le cadre de notre réaction à la crise des réfugiés, nous avons donné un nouvel élan à nos relations avec la **Turquie**. La déclaration UE-Turquie de 18 mars 2016 a apporté une nouvelle impulsion

#EUGlobalPlayer

ÉTAT DE L'UNION 2016

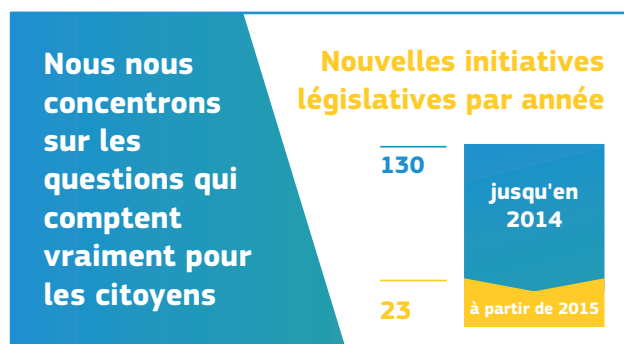
ÉTAT D'AVANCEMENT DES DIX PRIORITÉS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE



10/ Une Union du changement démocratique

«Sous ma présidence, la Commission européenne s'efforcera de remplir le partenariat spécial avec le Parlement européen. [...] Je suis aussi déterminé à renforcer la transparence concernant les contacts avec les parties prenantes et les groupes de pression. [...]»

Jean-Claude Juncker, Orientations politiques, 15 juillet 2014



Lors de l'entrée en fonctions de cette Commission, nous avons décidé de faire les choses différemment. **Nous nous concentrons sur les questions qui comptent vraiment pour les citoyens**: la production de nouvelle législation a été ramenée de 130 initiatives majeures en 2014 à 23 en 2015 et en 2016, ce qui représente une réduction de plus de 80 %. **Nous voulons combler le fossé entre Bruxelles et les citoyens** et passons pour ce faire plus de temps dans les États membres.

Cette année, le premier vice-président Timmermans a mené à bien les négociations avec le Parlement et le Conseil sur un **nouvel accord interinstitutionnel** concernant la manière de faire des lois. Nous allons maintenant fixer ensemble des priorités pour garantir que ces lois soient rédigées et adoptées de manière rapide et efficace et qu'elles reflètent les questions sur lesquelles gouvernements et citoyens veulent des solutions européennes.

Depuis le début de son mandat, la Commission Juncker est restée attachée à la tenue de «**dialogues avec les citoyens**», organisant **88 événements publics dans 53 villes de 27 États membres** qui ont réuni 22 commissaires et de nombreux parlementaires européens et responsables politiques nationaux et locaux.

Nous avons fait preuve de **leadership politique** et assumé la responsabilité de la manière dont la Commission exécute des décisions sensibles dans les domaines de la santé, de la protection des consommateurs et de l'environnement; ce processus était précédemment trop technocratique. Les décisions sur le **glyphosate** et les **perturbateurs endocriniens** ont été discutées au niveau politique plutôt qu'au niveau technique.

Dans la mesure où les préoccupations des citoyens concernant les organismes génétiquement modifiés peuvent varier considérablement d'un État membre à l'autre, la Commission a proposé en 2015 de restituer aux autorités nationales le pouvoir de restreindre ou d'interdire l'utilisation des denrées alimentaires et des aliments pour animaux génétiquement modifiés. Le Parlement européen et le Conseil n'ont toujours pas réussi à se mettre d'accord pour permettre des solutions nationales à ce sujet.

Nous entamerons bientôt des négociations en vue d'élargir le champ d'application du **registre de transparence commun** afin qu'il couvre le Parlement européen, le Conseil ainsi que la Commission. Nous avons mené une large consultation publique avant le lancement de ces négociations, dont il ressort qu'il existe un soutien écrasant en faveur d'une plus grande transparence quant aux personnes et aux organisations qui exercent une influence sur l'élaboration des politiques à l'intérieur et autour des institutions de l'UE. La Commission continue de montrer la voie dans ce domaine, et nous avons entraîné un changement de culture à l'égard de la transparence. **9 482 organisations et particuliers** figurent désormais dans notre registre de transparence, dont **4 562** se sont ajoutés depuis le 1er novembre 2014. Le fait de rendre le système obligatoire augmentera encore ce chiffre.

La Commission Juncker voit comme une priorité son **partenariat spécial avec le Parlement européen et les citoyens qu'il représente**. Au total, depuis leur entrée en fonctions, le président et le premier vice-président de la Commission ont pris part à **80 débats** au Parlement européen et l'ensemble des vice-présidents et commissaires, à **780 débats**. Les membres de la Commission ont effectué au total plus de **350 déplacements dans les parlements nationaux**, contribuant ainsi à rapprocher l'Europe de ses citoyens et de leurs représentants nationaux. Nous continuerons d'insuffler un nouveau dynamisme à cette relation en invitant les commissaires à présenter et débattre cet état de l'Union dans les parlements nationaux.

#BetterRegulation

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VISITES DES MEMBRES DE LA COMMISSION
AUX PARLEMENTS NATIONAUX
DEPUIS LE DÉBUT DU MANDAT

(DU 1^{ER} NOVEMBRE 2014 AU 10 SEPTEMBRE 2016)

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

VISITES DES MEMBRES DE LA COMMISSION AUX PARLEMENTS NATIONAUX DEPUIS LE DÉBUT DU MANDAT (du 1^{er} novembre 2014 au 10 septembre 2016)

État membre	Chambre	Nombre	Membres de la commission
Belgique	<i>Chambre des représentants</i>	6	J. Katainen, C. Malmström, F. Timmermans, M. Thyssen, A. Ansip, M. Šefčovič
	<i>Sénat</i>	5	J. Katainen, M. Šefčovič, C. Malmström, M. Thyssen, F. Timmermans
Bulgarie	<i>Narodno Sabranie</i>	4	M. Šefčovič, T. Navratsics, V. Andriukaitis, P. Hogan
République tchèque	<i>Poslanecká sněmovna</i>	14	E. Bieńkowska, C. Crețu, J. Katainen, C. Malmström, M. Šefčovič, V. Jourová (2), V. Bulc, A. Ansip, F. Timmermans, F. Mogherini, V. Andriukaitis, M. Thyssen, P. Hogan
	<i>Senát</i>	12	E. Bieńkowska, C. Crețu, V. Jourová (2), J. Katainen, M. Šefčovič, V. Bulc, A. Ansip, F. Timmermans, V. Andriukaitis, M. Thyssen, P. Hogan
Danemark	<i>Folketing</i>	11	M. Vestager (3), J. Katainen, F. Timmermans, C. Malmström, M. Arias Cañete, M. Šefčovič, J. Hill, V. Andriukaitis, V. Bulc
Allemagne	<i>Bundestag</i>	31	G. Oettinger (2), V. Andriukaitis, N. Mimica (2), V. Bulc (2), J. Katainen, A. Ansip, M. Arias Cañete, K. Georgieva, P. Moscovici (3), J. Hill (2), J. Hahn, P. Hogan, F. Mogherini, C. Malmström, F. Timmermans, M. Šefčovič, M. Thyssen, J.-C. Juncker (3), K. Vella, V. Jourová, Ch. Stylianides (3)
	<i>Bundesrat</i>	3	N. Mimica, D. Avramopoulos, M. Thyssen
Estonie	<i>Riigikogu</i>	10	V. Dombrovskis, J. Katainen, A. Ansip (3), M. Šefčovič, V. Andriukaitis (2), P. Hogan, F. Timmermans
Irlande	<i>Houses of the Oireachtas</i>	9	V. Andriukaitis, J. Katainen, C. Malmström, P. Moscovici, J. Hill, P. Hogan, F. Mogherini, F. Timmermanns, M. Šefčovič
Grèce	<i>Vouli ton Ellinon</i>	5	J. Katainen, V. Dombrovskis, V. Andriukaitis, C. Crețu, P. Moscovici
Espagne	<i>Congreso de los Diputados</i>	9	M. Arias Cañete (2), F. Mogherini, J. Katainen, V. Bulc, C. Malmström, N. Mimica, V. Jourová, P. Hogan
	<i>Senado</i>	6	M. Arias Cañete (2), J. Katainen, C. Malmström, N. Mimica, V. Jourová
France	<i>Assemblée nationale</i>	11	J.-C. Juncker, P. Moscovici (5), C. Moedas, M. Šefčovič, D. Avramopoulos, K. Vella, Ch. Stylianides
	<i>Sénat</i>	16	J.-C. Juncker, M. Vestager, A. Ansip, V. Bulc, J. Hill, P. Moscovici (2), M. Šefčovič (2), N. Mimica, D. Avramopoulos, F. Timmermans (2), J. Katainen, Ch. Stylianides, Ph.Hogan
Croatie	<i>Hrvatski Sabor</i>	7	N. Mimica (3), J. Katainen, Ch. Stylianides, T. Navratsics, V. Dombrovskis
Italie	<i>Camera dei Deputati</i>	10	J.-C. Juncker, F. Timmermans (2), J. Katainen, C. Malmström, P. Hogan, M. Arias Cañete, M. Vestager, V. Dombrovskis, V. Andriukaitis
	<i>Senato della Repubblica</i>	11	E. Bieńkowska, J. Katainen, C. Malmström, P. Hogan, M. Arias Cañete, M. Vestager, T. Navratsics, M. Šefčovič, K. Vella, V. Dombrovskis, V. Andriukaitis

État membre	Chambre	Nombre	Membres de la commission
Chypre	<i>Vouli ton Antiprosopon</i>	8	J. Katainen, D. Avramopoulos, Ch. Stylianides, J.-C. Juncker (2), V. Andriukaitis, V. Dombrovskis, M. Šefčovič
Lettonie	<i>Saeima</i>	8	J.-C. Juncker, D. Avramopoulos, A. Ansip, M. Thyssen, V. Dombrovskis (2), V. Andriukaitis, P. Hogan
Lituanie	<i>Seimas</i>	12	V. Andriukaitis (7), J. Katainen, F. Mogherini, V. Bulc, P. Hogan, C. Malmström
Luxembourg	<i>Chambre des députés</i>	7	C. Malmström, P. Hogan, J. Katainen, F. Mogherini, V. Dombrovskis, J.-C. Juncker, V. Andriukaitis, F. Mogherini
Hongrie	<i>Országgyűlés</i>	6	V. Jourová, J. Katainen, E. Bieńkowska, M. Šefčovič, T. Navracsics (2)
Malte	<i>Kamra tad-Deputati</i>	6	K. Vella (3), J. Katainen, M. Šefčovič, V. Andriukaitis
Pays-Bas	<i>Tweede Kamer</i>	11	F. Timmermans (2), V. Andriukaitis, N. Mimica, J. Katainen, V. Jourová, V. Bulc (2), C. Malmström, P. Moscovici, P. Hogan
	<i>Eerste Kamer</i>	2	V. Andriukaitis, F. Timmermans
Autriche	<i>Bundesrat</i>	9	V. Bulc, J. Hahn (2), C. Malmström, J. Katainen, F. Timmermans, M. Šefčovič, V. Andriukaitis, P. Hogan
	<i>Nationalrat</i>	9	J. Hahn (2), V. Bulc, C. Malmström, J. Katainen, F. Timmermans, M. Šefčovič, V. Dombrovskis, V. Andriukaitis
Pologne	<i>Sejm</i>	10	V. Bulc, J. Katainen, J. Hahn, M. Šefčovič, C. Crețu, C. Malmström, V. Dombrovskis, V. Andriukaitis, K. Georgieva, P. Hogan
	<i>Senat</i>		
Portugal	<i>Assembleia da República</i>	13	P. Moscovici, F. Mogherini, P. Hogan, F. Timmermans (2), D. Avramopoulos, V. Dombrovskis, C. Moedas, M. Thyssen (2), M. Šefčovič, Ch. Stylianides, V. Andriukaitis
Roumanie	<i>Camera Deputaților</i>	5	P. Hogan, V. Andriukaitis, M. Šefčovič, C. Malmström, V. Jourová
	<i>Senatul</i>	7	P. Hogan, V. Andriukaitis, M. Šefčovič, C. Malmström, V. Jourová (2), V. Bulc
Slovénie	<i>Državni zbor</i>	12	J.-C. Juncker, V. Bulc (3), V. Dombrovskis, V. Jourová, J. Katainen, M. Šefčovič, E. Bieńkowska, Ch. Stylianides, C. Malmström, V. Andriukaitis
	<i>Državni svet</i>		
Slovaquie	<i>Národná rada</i>	4	V. Andriukaitis, M. Šefčovič, C. Moedas, J. Katainen
Finlande	<i>Eduskunta</i>	9	A. Ansip, M. Šefčovič, J. Katainen, M. Arias Cañete, C. Crețu, C. Malmström, V. Dombrovskis, K. Georgieva, P. Hogan
Suède	<i>Riksdag</i>	12	C. Malmström (3), J. Katainen, E. Bieńkowska, V. Jourová, M. Šefčovič, N. Mimica (2), M. Arias Cañete, F. Timmermans (2)
Royaume-Uni	<i>Chambre des communes</i>	11	M. Arias Cañete, C. Moedas, M. Šefčovič, V. Bulc, K. Georgieva, F. Timmermans (3), C. Malmström (2), J. Hill
	<i>Chambre des Lords</i>	12	J.-C. Juncker, C. Moedas, J. Hill, M. Vestager, P. Hogan, J. Katainen (2), M. Šefčovič, K. Georgieva, V. Bulc, N. Mimica, V. Dombrovskis
Total		353	

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

DIALOGUES AVEC LES CITOYENS (DC)
DANS LES ÉTATS MEMBRES

(DU 1^{ER} NOVEMBRE 2014 AU 9 SEPTEMBRE 2016)

L'ÉTAT DE L'UNION EN 2016

DIALOGUES AVEC LES CITOYENS (DC) DANS LES ÉTATS MEMBRES

(du 1^{er} novembre 2014 au 9 septembre 2016)

État membre	Nombre total de DC	Ville	Nombre	Membres de la commission
Belgique	5	<i>Eupen</i>	1	M. Thyssen
		<i>Bruxelles</i>	4	J. Katainen + M. Thyssen, J.-C. Juncker, C. Moedas, M. Šefčovič + J. Katainen
Bulgarie	3	<i>Sofia</i>	2	A. Ansip, T. Navracsics
		<i>Ruse</i>	1	F. Timmermans
République tchèque	4	<i>Prague</i>	4	F. Mogherini, V. Andriukaitis, V. Jourová, C. Malmström
Danemark	5	<i>Copenhague</i>	3	F. Timmermans, V. Andriukaitis, V. Bulc
		<i>Aarhus</i>	1	P. Hogan
		<i>Roskilde</i>	1	M. Vestager
Allemagne	3	<i>Berlin</i>	2	A. Ansip, D. Avramopoulos
		<i>Munich</i>	1	A. Ansip
Estonie	2	<i>Tallinn</i>	2	F. Timmermans, J. Katainen
Irlande	1	<i>Dublin</i>	1	J. Katainen
Grèce	1	<i>Athènes</i>	1	J. Katainen
Espagne	2	<i>Bilbao</i>	1	J. Katainen
		<i>Madrid</i>	1	N. Mimica
France	6	<i>Dunkerque</i>	1	M. Šefčovič
		<i>Marseille</i>	1	P. Moscovici
		<i>Paris</i>	4	M. Vestager, F. Timmermans, C. Malmström
Croatie	1	<i>Dubrovnik</i>	1	M. Šefčovič
Italie	7	<i>Rome</i>	3	T. Navracsics, M. Šefčovič, F. Mogherini
		<i>Matera</i>	1	C. Crețu
		<i>Syracuse</i>	1	F. Timmermans
		<i>Milan</i>	2	F. Mogherini, V. Andriukaitis
Chypre	2	<i>Nicosie</i>	2	J. Katainen, M. Šefčovič
Lettonie	5	<i>Riga</i>	5	J. Katainen, M. Šefčovič, V. Bulc, V. Andriukaitis
Lituanie	2	<i>Vilnius</i>	1	C. Malmström

État membre	Nombre total de DC	Ville	Nombre	Membres de la commission
		<i>Kaunas</i>	1	V. Andriukaitis
Luxembourg	1	<i>Luxembourg</i>	1	M. Šefčovič
Hongrie	3	<i>Debrecen</i>	1	T. Navracsics
		<i>Szeged</i>	1	T. Navracsics
		<i>Kapolcs</i>	1	T. Navracsics
Malte	2	<i>La Valette</i>	1	K. Vella + C. Crețu
		<i>Naxxar</i>	1	V. Andriukaitis
Pays-Bas	4	<i>Amsterdam</i>	2	C. Malmström, K. Georgieva
		<i>La Haye</i>	1	F. Timmermans
		<i>Eindhoven</i>	1	V. Andriukaitis
Autriche	2	<i>Vienne</i>	2	F. Timmermans, K. Vella
Pologne	2	<i>Varsovie</i>	1	C. Malmström
		<i>Wroclaw</i>	1	E. Bienkowska
Portugal	3	<i>Lisbonne</i>	3	M. Šefčovič, V. Andriukaitis, F. Timmermans
Roumanie	2	<i>Bucarest</i>	2	V. Andriukaitis, J. Katainen
Slovénie	4	<i>Ljubljana</i>	3	V. Bulc, C. Malmström, K. Vella + V. Bulc
		<i>Maribor</i>	1	V. Bulc
Slovaquie	6	<i>Bratislava</i>	4	J. Katainen, V. Dombrovskis, M. Šefčovič (3x)
		<i>Košice</i>	1	T. Navracsics
		<i>Žilina</i>	1	V. Bulc
Finlande	6	<i>Helsinki</i>	3	C. Moedas, V. Andriukaitis, C. Malmström
		<i>Vaasa</i>	1	M. Šefčovič
		<i>Rovaniemi</i>	1	C. Crețu
		<i>Tampere</i>	1	J. Katainen
Suède	4	<i>Stockholm</i>	2	J. Katainen/C. Malmström, F. Timmermans
		<i>Lund</i>	1	C. Malmström
		<i>Göteborg</i>	1	C. Malmström
Royaume-Uni				
TOTAL	88		53	23 (le président et 22 commissaires) <i>Commissaires n'ayant pas encore participé aux DC: Arias Canete, Hahn, King (Hill), Oettinger et Stylianides</i>

COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

Publications gratuites:

- un seul exemplaire:
sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- exemplaires multiples/posters/cartes:
auprès des représentations de l'Union européenne (http://ec.europa.eu/represent_fr.htm),
des délégations dans les pays hors UE (http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm),
en contactant le réseau Europe Direct (http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm)
ou le numéro 00 800 6 7 8 9 10 11 (gratuit dans toute l'UE) (*).

(*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Publications payantes:

- sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).
Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2016

Print ISBN 978-92-79-61713-3 doi:10.2775/500620 NA-01-16-205-FR-C
PDF ISBN 978-92-79-61731-7 doi:10.2775/58626 NA-01-16-205-FR-N

© Union européenne, 2016
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Belgium

